

Bilan & Perspectives

ISSN 1623-6890



Crise du système capitaliste ...

...la réponse mondiale des travailleurs se prépare

SOMMAIRE

La voie difficile de la reprise de la lutte de la classe ouvrière.....	2
Un seul mot d'ordre de la bourgeoisie : Unité nationale face à la crise ! Un seul mot d'ordre pour la classe ouvrière! : Grève générale!	5
En Grèce : les staliniens, défenseurs de l'État.....	6
Grève générale à Oakland.....	9
Crise économique en Chine, Vague de grèves dans le sud.....	12
Émeutes du 15 octobre à Rome - Violence, non-violence et lutte de classe	13
Le mouvement des Indignés à Rome.....	17
Syrie - Tant de morts, tant d'illusions qui seront fracassées	19
La crise de la "dette souveraine" internationale	22
140 ans de la Commune. La commune n'est pas morte !.....	25
De la Commune de Paris à la Commune Russe (Bilan # 17, mars - avril 1935)	27
Débattre à propos du 140 ^{ième} anniversaire de la Commune de Paris (1871-2011).....	30
Bordiga au-delà du mythe – Onorato Damen	34

La voie difficile de la reprise de la lutte de la classe ouvrière

2011 a connu un dramatique bond en avant dans la crise globale du capitalisme. Non seulement nous avons été les témoins des manifestations du "printemps arabe" mais nous avons aussi assisté à l'occupation des centres villes un peu partout dans le monde. D'abord, ce furent les "*indignados*" en Espagne qui trouvèrent, ailleurs, des imitateurs. Actuellement est en train de se développer le mouvement "*Occupy the world*", qui s'est manifesté le 15 octobre dans 90 pays. En même temps, des petits signes nous montrent que les travailleurs des pays avancés du capitalisme commencent à comprendre qu'il leur faut reprendre leur lutte en mains plutôt que de la laisser dans celles de syndicats.

En même temps, la crise de la dette dans la zone euro et dans le monde montre clairement que la crise capitaliste globale est loin d'être finie. Si on se réfère à la crise de 1929, l'on sait que la crise a duré jusqu'à la deuxième guerre mondiale et s'est solutionnée par la guerre. La crise générale de 1929 a donc durait 10 ans (cf, l'article de *Living marxism*, numéro 2 de mars 1938: *Salut à la crise!* Écrit en 1938).

Et avec des banques qui essayent de masquer le fardeau astronomiquement élevé de la dette et qu'elles ne connaissent même pas du fait de la technique des CDS (1) (*Credit Default Swap*) qui consiste à les revendre aux banques qui les revendent à nouveau sans fin, il est évident que la dette ne peut que se développer. Selon nous, sans une dévaluation massive de capital, elle est sans issue. En cela, nous n'entendons pas seulement quelques "coupes" ou suppression des dettes courantes, nous voulons parler d'une destruction physique massive de valeur. C'est ce que le capitalisme a fait dans les deux premières guerres mondiales. La seule raison pour laquelle cette option n'a pas encore été prise est que le système international de la concurrence impérialiste n'a pas encore défini les lignes autour desquelles la guerre pourrait éclater. Au sein de chaque classe dominante, la lutte continue pour identifier la meilleure voie pour chaque État. En attendant, la priorité numéro un est de faire payer la classe ouvrière pour la crise que les capitalistes nous infligent. Sur ce plan, le combat contre la politique d'austérité devrait être la matière essentielle pour la reprise et l'unité du combat de la classe

ouvrière. Si seulement la vie (et la voie tortueuse de la lutte de classe) était aussi simple.

Le fait est qu'il y a beaucoup d'obstacles sur la route d'une réaction de classe entravée par la menace du chômage et ses effets démoralisateurs sur les travailleurs. D'autres entraves cependant sont plus immédiates et plus pressantes.

Quelle lutte contre le capitalisme ?

Le premier obstacle surgit du mouvement "*Occupy*" ainsi que des autres mouvements de ce genre. La question qui est posée ici est celle de "l'anti-capitalisme". Certains de ceux qui campent sur les places des villes se basent sur l'idéologie "non-globale" de Naomi Klein (2), d'ATTAC et Cie. Ce n'est pas du tout anti-capitaliste mais seulement anti-"big business" et anti-monopole. On retrouve cela dans des revendications imbéciles comme l'appel à "démocratiser les institutions financières". On ne peut réellement être anti-capitaliste qu'en ayant conscience de la nature profonde du mode de production capitaliste. Ce qui est essentiel de prendre en considération ici est le rapport d'exploitation travail-capital et c'est justement ce que toute lutte anti-capitaliste doit d'abord briser. La tare du mouvement "*Occupy*" est que c'est un mouvement inter-classiste et qui, de ce fait, ne touche pas réellement les masses prolétariennes et n'est pas lié aux grèves qui, en portant des coups aux intérêts des exploiters, sont ce que redoute le plus le capitalisme.

La gauche du capital

Le second obstacle est la pléthore d'organisations qui se veulent être la voix de la classe ouvrière et qui possèdent, en leur sein, de nombreux ouvriers. Il s'agit des trotskistes et des stalinien qui se disent "pour le socialisme" mais qui, de longue date, ont rompu avec la vision marxiste du socialisme en tant que mouvement d'émancipation de la classe ouvrière. Les trotskistes de Grande-Bretagne, par exemple, sont toujours pendus aux basques du Parti Travailleiste. On peut voir cela dans "le mouvement contre les attaques sur les salaires" ["anti-cuts movement", ndt]. Au lieu de dire clairement que la crise et les attaques qui en découlent sont la preuve que le système capitaliste est à détruire, ils "estiment" que les travailleurs ne peuvent pas comprendre ce message. Voilà pourquoi ils appellent à lutter contre les Tories [le parti conservateur, au pouvoir, ndt]. Ils n'ont pas la stupidité d'appeler ouvertement à soutenir le Parti Travailleiste (ce qui, pour eux, serait dangereux vu l'histoire récente de ce parti), mais leur position consistant à vouloir mettre les Tories à la porte implique forcément de mettre les Travailleistes au pouvoir.

Pire que le "réformisme" des trotskistes est la survivance du stalinisme. Alors que la plupart des anciens Partis communistes ont adopté la voie du soutien à la démocratie capitaliste, certains d'entre eux continuent à rêver d'un retour à une sorte de régime stalinien. C'est le Parti Communiste Grec qui vient d'en être une illustration parfaite. Le 20 octobre, à Athènes, il a orchestré de

¹1. Un CDS est un titre d'assurance qui protège contre la faillite d'une entreprise ou d'un Etat. En échange d'une prime (plus ou moins élevée selon le risque de défaut), un établissement s'engage à protéger votre investissement et la perte éventuelle. Ce recours a été largement utilisé par les banques engagées sur les obligations souveraines. De même, ces CDS sont émis par des banques-assurances qui, elles, encaissent les primes tranquillement tant qu'il n'y a pas de défaut. Les CDS peuvent aussi être utilisés pour spéculer sur le défaut d'un pays. En effet, ils peuvent tout à fait être souscrits sans avoir auparavant acheté de la dette. Les CDS sont des produits financiers totalement opaques, échangés de gré à gré et hors bilan des banques : comme les *subprimes*. Ce qui fait qu'on ne sait pas quelles en est le montant et tant qu'il n'y a pas une faillite d'un Etat souverain, tous les spéculateurs gagnent même si l'on ramène la date d'un Etat de 50%. Bien joué !!

2. Journaliste canadienne, auteur, cinéaste et militante altermondialiste. Figure principale de *Occupy Wall Street* à New York.

violentes bagarres avec les autres manifestants dans le but évident d'essayer de se poser comme la réelle opposition sérieuse au gouvernement du PASOK (parti socialiste comme le Parti Travailliste). Cet épisode, sur lequel nous revenons dans cette revue, démontre comment des forces, qui se disent être dans notre camp, ont en fait des objectifs pro-capitalistes.

Un objectif révolutionnaire

Sans attendre, les authentiques révolutionnaires ont une vraie bataille à mener pour que le prolétariat rejette non seulement les illusions des "anti-capitalistes" mais aussi les manipulations de la gauche traditionnelle. Nous avons besoin de créer un mouvement qui unifie tous ceux qui peuvent comprendre les problèmes dont nous parlons ici. Ce mouvement (ou parti) doit être guidé par une vision claire de la société que nous voulons. Nous l'appellerons "le programme communiste". Il doit se baser sur les luttes autonomes de la classe ouvrière qui se libère, de manière croissante, des chaînes qu'un siècle de réaction nous a imposées. Son but doit être l'abolition de l'exploitation du travail salarié, de celle de l'argent tout comme celle de l'État, des armées permanentes et des frontières nationales. Nous devons réaffirmer la vision développée par Marx, selon laquelle nous nous battons pour une société de "libres producteurs associés", société dans laquelle le principe est "de chacun selon ses capacités et à chacun selon ses besoins".

Écrivez-nous :

**Bilan & Perspectives –
bulletin communiste**

**ABC-LIV
118 – 130 Av. J. Jaurès
75171 PARIS CEDEX 19**

fr@leftcom.org

Aujourd'hui, il y a beaucoup de groupes et d'individus dans le monde qui, comme nous, défendent cela ; mais, nous sommes soit trop dispersés soit trop divisés pour prendre l'initiative de former un tel mouvement unifié. Certains sont opposés, par principe, à la formation d'un tel mouvement, car ils pensent que le mouvement spontané se suffit à lui-même. Nous aimerions partager leur confiance. Nous pensons que les révolutionnaires responsables devraient réexaminer leurs divergences et se demander si, à la lumière de cette période de la lutte de classe qui s'ouvre aujourd'hui, les divisions qu'ils pensaient avoir jusque là persistent. Nous devrions nous baser sur nos nombreux accords et non pas sur le peu de désaccords qui existent entre nous. Nous devrions chercher à travailler ensemble dans les luttes, non pour simplement recruter tel ou tel individu pour notre propre organisation, mais pour chercher à élargir la conscience de ce que signifie réellement lutte de la classe ouvrière. Face aux obstacles que nous avons soulignés plus haut, il serait suicidaire de ne pas le faire.

D'après *Revolutionary Perspectives*, 59 automne 2011
(mis à jour par nos soins)

**Le Site Internet de la TCI
(Tendance Communiste Internationaliste)**

www.leftcom.org

**Bilan & Perspectives
Revue périodique
Publiée par l'association « loi 1901 »
Bilan & Perspectives**

**Dépôt légal décembre 2011
Imprimé par nos soins**

Un seul mot d'ordre de la bourgeoisie : Unité nationale face à la crise ! Un seul mot d'ordre pour la classe ouvrière! : Grève générale!

Les luttes sociales ne peuvent que se développer en Grèce pays qui montre la voie, comme en Chine, aux Etats-Unis et partout dans le monde.¹ Mais, la bourgeoisie se prépare à cette situation et elle sait qu'une grande crise économique de son système est comme une guerre mondiale, un moment où son système peut être renversé par son ennemi mortel la classe ouvrière. Ainsi dans cette période toutes les fractions bourgeoises tentent de s'unir contre l'ennemi commun : avec la mise en place de gouvernements « d'unité nationale » comme en temps de guerre. En Grèce comme en Italie, coup sur coup, la bourgeoisie a nommé des techniciens de la finance : ses fondés de pouvoir ou proconsuls Ce sont les représentants intronisés par la France et l'Allemagne, pays qui ont pris le pouvoir au sein de l'UE après une sorte de coup d'Etat. Ces proconsuls possèdent la qualité du point de vue de la bourgeoisie d'être de grands patrons de la banque internationale. Lucas Papademos en Grèce est l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne; son gouvernement est composé de 14 socialistes, 2 conservateurs, et comprend même un représentant de l'extrême droite. En Italie L'ex-commissaire européen Mario Monti a été nommé chef du gouvernement. Le Parti démocrate (PD), principal mouvement de la gauche italienne et le PDL (droite) de Silvio Berlusconi ont annoncé leur solidarité avec le nouveau gouvernement, sans poser de conditions. Le nouveau premier ministre a également reçu l'appui des syndicats pour préparer son programme d'austérité. La bourgeoisie ne se satisfait pas d'un « unité nationale au niveau des gouvernements. Les syndicats comme les anciens partis « ouvriers » comme en Grèce avec le KKE (parti communiste) doivent faire partie de cette unité.



Mais quand l'unité nationale ne suffit pas il faut soit taper contre les travailleurs comme en Grèce ou bien mouiller la poudre avec de fausses luttes, des grèves générales d'une journée comme en Angleterre le 30/11/11 ou en Belgique le 2/12/11 avant l'Italie le 12 décembre.

Les travailleurs ne couperont pas de s'organiser par eux-mêmes et contre leurs faux amis que sont les syndicats (TUC en Angleterre) et les partis dit de gauche (staliniens du KKE en Grèce). Il n'y a plus d'alternatives. Les travailleurs ont le dos au mur, car soit la bourgeoisie sortira gagnante de cette crise

¹ . Au moment où nous bouclons ce numéro, une grève générale qualifiée « **d'historique** » s'est déroulée en Grande-Bretagne le 30 novembre 2011 avec 2 millions de fonctionnaires qui ont cessé le travail. « *Jamais vu depuis 30 ans !* » écrivent les journaux. C'est maintenant le tour de la Belgique le 2/12/11. Mais ce sont des grèves sans lendemain et inutiles puisque tout le monde est retourné sagement au travail continuer à se faire plumer par le capitalisme. Pour résoudre leur crise les capitalistes doivent exploiter encore plus fortement la classe ouvrière. Il n'y a plus d'autre alternative aujourd'hui, soit l'austérité et la misère soit la lutte pour la survie.

du système capitaliste en les exploitants encore plus fort, soit ces derniers auront raison de la bête immonde du système qui les mène à la catastrophe généralisée et à la prochaine guerre mondiale.

En Grèce : les staliniens, défenseurs de l'État

Le 19 octobre en Grèce, en lien avec la grève générale de 48 heures contre la politique d'austérité de la bourgeoisie, se sont déroulées d'énormes manifestations organisées par les deux principaux syndicats, GESEE 1 et ADEDY2. À Athènes seulement, ce sont près d'un million de personnes qui ont défilé vers la place Syntagma pour exprimer leur colère contre le vote des mesures d'austérité au Parlement. Plus de 10.000 policiers ont été déployés dans les rues d'Athènes, afin de réprimer la manifestation et c'est à plusieurs reprises que les manifestants ont été attaqués par la police anti-émeute. Le 20 octobre, ce sont les députés qui devaient finalement décider par leur vote, du montant de la facture à présenter en vue de réduire le niveau de vie de millions de travailleurs et de travailleuses grecs. Mais, à cette occasion, les manifestants ont été confrontés à une situation particulière. Les staliniens du PAME3 — qui, habituellement, organisent leurs propres manifestations et les tiennent dans d'autres lieux — occupaient déjà la place Syntagma. Plusieurs témoignages révèlent qu'ils formaient des cordons de militants armés de gourdins (dont certains servaient de hampes à des drapeaux rouges). Ils interdisaient l'accès de l'esplanade située devant le parlement aux autres manifestants. Ces témoignages rapportent aussi que les gens devaient montrer leurs cartes de membres du KKE (le Parti communiste grec) ou du PAME (le syndicat stalinien) pour passer. À ce moment-là, la police ne s'était pas encore montrée (ses agents étaient encore dans leurs fourgons situés dans les rues voisines). Afin d'apparaître comme la véritable "opposition responsable", les staliniens étaient prêts à jouer le rôle de la police. Lorsque certains manifestants du mouvement libéral "Den Plirono" ("Je ne paie pas") ont compris ce qu'il se passait, ils ont commencé à protester et à s'avancer vers le cordon du PAME. Une source grecque nous dit ce qui est arrivé ensuite :

C'est alors qu'intervinrent des groupes d'antiautoritaires auxquels s'est jointe "l'Assemblée des Anarchistes pour l'Autodétermination Sociale". Les affrontements ont éclaté quand les manifestants ont essayé d'atteindre le Parlement. Un groupe anarchiste s'est attaqué aux cordons staliniens. Les deux camps se sont retrouvés face à face à l'Hôtel de Grande-Bretagne sur la place Syntagma. La police a commencé à envoyer des grenades lacrymogènes. Les affrontements furent féroces; des fusées éclairantes ont été tirées directement sur la foule. Des affrontements généralisés se produisirent sur la place Syntagma, opposant par centaines, des anarchistes et des staliniens qui s'envoyaient des pierres, des bouteilles et des fusées. Les manifestants ont essayé de franchir les lignes du PAME pour atteindre le Parlement. Les staliniens lancèrent une contre-attaque et ont tabassé plusieurs manifestants — pas seulement des "black blocs". Ils ont même "arrêté" certains jeunes gens et les ont livrés à la police. Leur coopération avec les forces de l'État était évidente ...

Il s'agissait clairement d'un plan prémédité du KKE dans la mesure où il en a fait la répétition, certes moins dramatiquement, ailleurs dans le pays. À Ioannina, le PAME a menacé et tabassé des manifestants qui s'étaient opposés à lui et qui essayaient d'atteindre des bâtiments officiels. En Crète, des membres du KNE (l'aile jeunesse du Parti communiste) ont menacé des manifestants avec des bâtons devant l'hôtel de ville. Au cours de la manifestation, un membre du PAME, Dimitris Kotzaridis, est mort, semble-t-il, du fait d'avoir inhalé le gaz lacrymogène de la police (il avait des difficultés respiratoires). Cela n'a pas empêché le KKE de prétendre qu'il était mort des suites d'un coup à la tête porté par un manifestant ennemi. Effectivement, leur propre communiqué de presse sur l'incident est effrayant au point de rappeler le type de propagande que les staliniens ont utilisé lors des Procès de Moscou, ainsi que la politique qu'ils ont pratiquée en Espagne au cours des années 1930.

Déclaration du Bureau de Presse du KKE concernant l'assaut meurtrier organisé contre le rassemblement du PAME à Syntagma et la mort du syndicaliste du PAME, Dimitris Kotzaridis:

« À cette occasion et dans ce but, des groupes organisés ainsi que des anarcho-fascistes, armés de cocktails Molotov, de gaz lacrymogène, de grenades assourdissantes et de pierres, ont lancé une attaque dans le but de disperser l'imposant rassemblement de travailleurs et autres personnes sur la place Syntagma et surtout là où les militants du PAME étaient concentrés. ...La haine des cagoulés contre le mouvement des ouvriers et du peuple et contre le PAME exprime la fureur des forces qui servent le système et le pouvoir bourgeois. Le gouvernement a des responsabilités immenses dans cette entreprise. »

L'accusation d'"anarcho-fascistes" fait écho aux effrayants appels de Vychinski 4 pour la "Mort aux Trotskistes-fascistes" dans les Procès de Moscou. Il y a deux ou trois ans, le KKE s'est vanté d'avoir placé, au sommet de l'Acropole, la bannière "Peuples d'Europe levez-vous !" (pourquoi pas "Ouvriers d'Europe soulevez-vous", avions-nous alors demandé ?). Il avait envoyé des délégations à travers l'Europe pour défendre cette cause. À l'évidence, sa cause est réactionnaire. Défendre l'État bourgeois est tout à fait normal pour les staliniens qui ne sont communistes que de nom. Par ailleurs, les bravades individualistes et anonymes des "black blocs" servent, entre les mains de l'État, "le jeu démocratique" [qui inclut le KKE], comme cela s'est produit le 15 octobre à Rome. Ce n'est sûrement pas comme ça qu'on peut élargir la conscience de classe. En attendant, la guerre fratricide entre les manifestants, dont le KKE est responsable, a surtout accentué le tour de vis social de l'État grec...

Revolutionary Perspectives, 59 automne 2010

1. Confédération générale du travail de Grèce
2. Syndicat des fonctionnaires
3. Syndicat stalinien lié au KKE (Parti communiste grec).

4. Procureur des procès staliniens en URSS dans les années 30.

L'article suivant est une traduction de **Battaglia Comunista** actualisé par **Notes Internationalistes** (États-Unis)

Le mouvement « Occupy Oakland » a débuté en octobre 2011. Suite à des violences policières le mouvement s'est étendu. Le mercredi 2 novembre, la grève générale a réussi à bloquer le port, puis 10 000 personnes de tous âges ont manifesté dans les rues d'Oakland, répondant à l'appel à la grève générale lancé par le mouvement « Occupy Oakland ». Les manifestants ont ainsi bloqué l'activité du port. «Un coup de semonce pour le 1% » disent les manifestants. CNN a écrit «une grève réussie, la plupart des commerçants et les détaillants ont fermé leurs portes».

Bilan et Perspectives

Grève générale à Oakland

La grève générale qui a eu lieu le mercredi 2 novembre à Oakland revêt un caractère très inhabituel. En effet, des milliers de personnes ont défilé dans le centre-ville pendant des heures et ont bloqué les activités portuaires (ville d'environ 400.000 habitants au cœur de la baie de San Francisco, Oakland est le cinquième port des États-Unis en importance).

L'appel à la grève n'a pas été une initiative des syndicats, mais de « Occupy Oakland movement » (Mouvement « Occupy Oakland ») qui, dans l'appel pour le meeting déclare:

"Le monde en a assez des immenses disparités de richesse causées par le système dans lequel nous vivons. Il est temps pour les gens de faire quelque chose. La grève générale d'Oakland est un coup de semonce pour ces 1% - leur richesse n'existe que parce que 99% d'entre nous les créent pour eux".

Le document de la réunion se poursuit :

"Les banques et les compagnies devraient être fermés, sinon nous allons manifester contre eux."

Dès le début, le mouvement *Occupy Oakland* a été caractérisé par une plus grande radicalité que dans les autres lieux d'occupation : parcs ou places publiques, contre le néolibéralisme et les politiques d'austérité du gouvernement des États-Unis.

Au cours de l'assemblée du 15 octobre une grande majorité a adopté une motion appelant les participants à soutenir

"la grève des travailleurs, qui a été appelée par les syndicats, ou qui sont spontanées dans toute la zone de San Francisco."

La tentative d'unification du mouvement de protestation des places publiques avec les luttes ouvrières a caractérisé les actions de ce mouvement.

"Nous voulons bloquer l'activité du port et aussi exprimer notre solidarité avec la lutte des dockers du port de Longview contre EGT."

Pendant longtemps, les dockers d'Oakland ont été aux prises avec le port comme avec l'entreprise qui les licenciaient et les remplaçaient par des non-syndiqués (au cours des récentes manifestations des travailleurs ont séquestré des gardes de sécurité pendant quelques heures et ont endommagé la chaîne de montage).

On lit sur l'appel à la mobilisation:

"EGT est un exportateur international de grain qui cherche à supprimer les droits des dockers. La société est contrôlée par une multinationale agroalimentaire qui a réalisé un bénéfice de 2,4 milliards de dollars en 2010

et a des liens étroits avec Wall Street. Ce n'est qu'un exemple de l'attaque portée par Wall Street sur les travailleurs."

Le mouvement a tenté de chercher à s'unir avec le monde du travail, malgré les grandes fédérations syndicales (par exemple, l'AFL-CIO et « Change to Win 1») qui ont essayé d'abord de boycotter la grève, en pointant les clauses contractuelles, mais qui, à la réflexion, ont choisi d'éviter une confrontation directe en ne s'affrontant pas avec les organisations locales (en particulier celles des dockers et des enseignants) et s'est prononcé en faveur du mouvement de grève.

Depuis 1947, année de l'approbation de la loi sur les relations patronat-travailleurs, aussi connue sous le nom de la loi Taft-Hartley 2, les grèves qui ne sont pas liées à des conflits du travail dans une entreprise sont illégales aux États-Unis et de ce fait les dirigeants syndicaux ont déclaré que la participation à la grève signifiait rompre les contrats qu'ils venaient de signer (législation qui tend évidemment à rompre l'unité des travailleurs en limitant leurs actions au sein des entreprises et des corporations, ce qui les réduit à l'impuissance du point de vue politique).

Le SEIU 3, (syndicat qui regroupe les travailleurs des soins de santé, les fonctionnaires et ceux des autres services), étant incapable d'appeler à une grève (car cela aurait entraîné une rupture de plusieurs contrats, ce qui en dit long sur la capacité des syndicats pour une réelle action, même sur le simple terrain économique), a cependant invité ses membres à prendre des jours de congé ou de convenir avec l'employeur d'une journée de congé sans solde.

Seul le petit IWW (Industrial Workers of the World, le syndicat de lutte historique) et Plan10 (section locale des dockers) ont effectivement rejoint la grève.

Même les membres de *Occupy Oakland*, conscients des risques que pourraient courir les travailleurs (notamment de lourdes amendes et la prison), ont mis en avant différentes possibilités pour la participation à l'initiative, qui va de la

1. Centrale syndicale américaine formée en 2005 par des syndicats dissidents de l'AFL-CIO dont le SEIU et les Teamsters.

2. La loi Taft-Hartley de 1947 qui régit les relations entre le syndicat et le patronat. Le Président Harry S. Truman s'y était opposé en vain. La loi des républicains restreint les prérogatives des syndicats et limite le droit de grève des employés dans les entreprises

3. Service Employees International Union (SEIU) ou Union International des Employés des Services syndicat nord-américain représentant 2,2 million de travailleurs exerçant plus de 100 professions différentes aux États-Unis, à Porto Rico et au Canada – fondé en 1921.

grève totale jusqu'à l'octroi de jours de maladie (pratique utilisée dans le premier mois de lutte au Wisconsin) et à la participation à des piquets après le travail.

Des milliers de travailleurs, cependant, ont répondu sous différentes formes à l'initiative (*Oakland Tribune* parle du plus grand événement depuis 1946, date de la précédente grève générale); les autorités n'ont pas tardé à faire sentir leur participation.

La police, qui avait déjà détruit les tentes du mouvement au centre d'Oakland, le 25 octobre, après de violents affrontements (C'est à cette occasion qu'il y eut l'épisode des blessures de l'ancien Marine Oslan Scotto, qui était sorti indemne de deux missions en Irak : il a eu la tête fracturée après un affrontement avec la police locale ce qui scandalisa quelques citoyens), a relancé en fin de soirée la manifestation en s'engageant dans une guérilla urbaine avec quelques centaines de manifestants (il semble que les derniers manifestants voulaient occuper un bâtiment abandonné pour en faire le centre contre la crise; 108 d'entre eux ont été arrêtés et huit furent blessés).

Évidemment toutes les initiatives dans cette période de crise, même avec leurs inévitables limites et contradictions, ont tendance à réengager la participation des travailleurs dans la lutte (si elles ne sont pas complètement absorbées dans la logique réformiste des syndicats). Ces initiatives ne peuvent que susciter l'inquiétude des forces capitalistes et ont tendance à devenir immédiatement des problèmes d'ordre public. Dans le même temps, elles sont un signe encourageant les faibles forces révolutionnaires et un encouragement pour la tâche qui consiste à fournir enfin au prolétariat sa propre organisation révolutionnaire.

G

Mise à jour

La police dans tous les États-Unis a détruit tous les camps de protestation. L'initiative des *Occupy* provient de Toronto, au Canada, puis de New York, elle s'est propagée à travers le monde. À Oakland, l'Assemblée générale du mouvement *Occupy* le 2 novembre a réussi à arrêter le port d'Oakland quelque temps. Cette tentative d'appel aux travailleurs pour faire grève fut une nouvelle étape dans le mouvement. Ce n'est nullement surprenant que ce soit les

syndicats qui ont étouffé la grève générale de 1946 notamment l'AFL, qui aujourd'hui ont refusé d'appeler à la grève. Dans le même port d'Oakland le 4 avril dernier (2011), le Syndicat international des débardeurs Warehouse - Local 10 avait arrêté le port en solidarité avec les travailleurs de l'État du Wisconsin. L'assemblée des manifestants à Oakland avait simplement appelé les travailleurs eux-mêmes à la grève. L'Assemblée générale d'*Occupy* Oakland a réussi à relancer la grève des travailleurs malgré le refus des syndicats de répondre à l'appel. Se mettre en grève à des fins politiques comme les travailleurs du port d'Oakland le fait, sans les syndicats, va bien au-delà de l'action de solidarité d'avril dernier. Ce fut un grand pas en avant.

Violence de la police

Les violences lors des manifestations à Oakland ont été largement le résultat persistant et constant des brutalités policières. Pendant quelques temps le vétéran d'Irak de 24 ans, Scott Olsen a été dans un état critique après avoir reçu une balle dans la tête tirée par la police avec une arme de contrôle de la foule, peut-être une bombe lacrymogène, ou probablement une balle en caoutchouc. Certains black blocks ont fracassé des vitrines de magasins, même cela a été considérablement limité étant donné la brutalité policière qui s'est déchainée pendant plusieurs jours. C'était la police d'Oakland en janvier 2009, qui a abattu Oscar Grant un homme désarmé de 22 ans en lui tirant dans le dos et en public. Le précédent site de protestation place Frank Ogawa près de l'Hôtel de ville d'Oakland, a été renommé Place Oscar Grant par les manifestants. Messerle, l'officier qui a tiré n'a jamais eu de peine de prison. Malgré les dernières protestations contre la brutalité policière, l'appareil policier à Oakland a montré à plusieurs reprises ses couleurs répressives. Maintenant le campement des manifestants d'*Occupy* a été expulsé de Zuccotti Park, mais les protestations continuent. Par contre, les actions de police contre le mouvement national montrent que la classe capitaliste comprend assez clairement les implications du mouvement.

Notes Internationalistes

Crise économique en Chine, Vague de grèves dans le sud.

Quotidiennement depuis quelques mois des grèves se déroulent dans le Delta de la rivière des perles, zone située au sud de la Chine, près de Hong Kong, qui concentre « l'atelier du monde » tourné vers les exportations. La Chine est victime du ralentissement économique généralisé. Ne nous fait-on pas croire en Europe que la Chine pourrait venir au secours des banques et des États pour soutenir leurs dettes souveraines?

« Les Européens n'ont pas de raisons de refuser les capitaux chinois qui s'investiraient dans un fonds de sauvetage de la zone euro », a déclaré jeudi 27 octobre 2011 Nicolas Sarkozy. Il a poursuivi à la télévision : "Si les Chinois, qui ont 60% des réserves mondiales, décident de les investir dans l'euro plutôt que dans le

dollar, pourquoi refuser?" (...) "notre indépendance se sera en rien remise en cause".

Bonimenteurs!

Dernièrement

Début novembre 10 grèves dans les transports (Bus dans différentes villes) et des taxis étaient répertoriées.

Le 15 novembre s'étaient les travailleurs de Pepsi à Chongqing, Chengdu, Nanchang, Fuzhou et Changsha qui étaient en grève représentant 20000 travailleurs.

Au cours des deux dernières semaines, plus de 10000 ouvriers de différentes usines se sont mis en grève.

Lundi 28 novembre, 700 employés de l'usine taïwanaise Jingmo Electronics qui fabrique des claviers d'ordinateurs

pour Apple et IBM ont cessé le travail. Le lendemain, c'est au tour de 400 ouvriers de l'usine de sous-vêtements Shenzhen Top For Underwear de se mettre en grève. Fin octobre, ils étaient 1178 chez le fabricant japonais de montres Citizen à tenir tête à leur patron pour obtenir la rémunération de 40 minutes de présence quotidienne supplémentaire imposée mais non payée depuis plusieurs années.

La manifestation la plus importante a eu lieu à Dongguan, important centre industriel du sud de la Chine : 7000 employés de l'usine de chaussures Yucheng Footwear Factory, un sous-traitant de Nike et d'Adidas, sont descendus dans la rue pour protester contre l'annonce de licenciements (des dizaines d'ouvriers qui protestaient contre des licenciements et des réductions de salaires ont été blessés jeudi 17 novembre par les forces de l'ordre), une baisse de leurs salaires, ainsi que la suppression des heures supplémentaires, laissant aux employés un maigre salaire de base.

Une lente mais irrésistible montée des luttes ouvrières depuis 2009. 1

La Chine a déjà connu une vague de grèves en 2010, notamment dans les usines du groupe Foxconn, sous-traitant de nombreux fabricants d'électronique mondiaux, pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail.

La Chine du sud – particulièrement la province du Guangdong – est devenue l'atelier du monde, pour plusieurs raisons ; mais la plus reconnue provient de l'existence d'une main d'œuvre travailleuse, obéissante, et acceptant sans rechigner bas salaires et mauvaises conditions de travail.

Ces vingt dernières années, la croissance a été ininterrompue et les salaires ont peu bougé. Les statistiques officielles chinoises montrent mêmes que ces salaires auraient plutôt diminué en proportion du produit industriel brut.

« *Un printemps ouvrier en Chine du Sud ?* » tirait des journaux occidentaux comme **Rue89** le 22 janvier 2011.

Depuis un an c'est à dire en 2010, on voyait se multiplier les conflits du travail. De ce fait, les salaires sont montés. Les journaux ont d'ailleurs fait état de plusieurs conflits, dans des entreprises taïwanaises ou japonaises, lesquels se sont soldés par de très conséquentes hausses de salaires. Le mouvement est tellement fort que de plus en plus d'observateurs parlaient de la possibilité d'une grève générale en Chine du Sud.

« *Sans pouvoir prédire ce qui relève de l'imprévisible, il nous semble que les conditions sont réunies pour un printemps ouvrier en Chine du sud, explosif ou rampant, mouvement qui a déjà commencé ; tout porte à penser qu'il va se développer dans les mois qui viennent.* »

Rue89

Et ce journal titrait

« *Nous n'avons pas atteint le pic des conflits* »!

« *Personne ne peut dire la forme que prendront les conflits à venir. Ce panorama des acteurs, la détermination et l'absence de peur des ouvriers d'un côté, le désarroi patronal et l'indécision des autorités de l'autre, tout cela laisse penser que ces conflits vont se*

multiplier. Certains militants ou intellectuels imaginent même qu'ils pourront prendre la forme d'une grève générale à partir de conflits localisés faisant tâche d'huile. »



Photo : Deux cent syndicalistes en casquette jaune attaquent le 31 mai 2010 les travailleurs en grève chez Honda pour les faire retourner au travail

Généralisation des grèves en Chine.

Et maintenant ce n'est plus seulement le sud qui est touché. La grande métropole de Shanghai n'échappe pas aux luttes des travailleurs où plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine sont en grève depuis trois jours (informations du 2/12/11). Ils protestent contre des licenciements. Des affrontements ont éclaté avec la police. Plusieurs personnes ont été blessées.

Ces ouvriers fabriquent des composants électroniques pour une entreprise qui travaille avec Apple et Hewlett Packard et qui souhaite délocaliser la production, et prévoit donc un millier de licenciements. La nouvelle situation en Chine fait que les délocalisations se poursuivent en Chine même c'est à dire dans les provinces éloignées où la population paysanne est plus docile.

En Chine aussi les ouvriers seront contraints à faire la grève générale. En Chine aussi le capital demande l'impôt de la sueur pour survivre. Ce n'est pas la Chine qui sauvera l'Europe. Partout c'est un seul et même mot d'ordre que les travailleurs doivent reprendre, prenons nos vies en main si nous ne voulons pas être réduits à la famine et au chômage.

M.O

1. Rapport sur Le mouvement ouvrier en Chine, 2009-2011, in China Labour Bulletin : http://www.clb.org.hk/en/files/share/File/research_reports/unity_i_s_strength_web.pdf.

Le 15 octobre des manifestations dites des « indignés » se sont déroulées partout dans le monde depuis les États-Unis, jusqu'au Japon et en Corée du sud en passant par l'Europe et l'Australie. A Rome la manifestation s'est terminée par des émeutes.

Émeutes du 15 octobre à Rome - Violence, non-violence et lutte de classe



Le premier événement mondial contre les effets de la crise a eu lieu le 15 octobre dans près de 90 pays. Partout, la situation s'est distinguée par son caractère pacifique et par son interclassisme. Ces deux particularités représentent largement les limites importantes de ce "mouvement". Pour nous, le pacifisme est une limite non pas parce que les manifestations — en général, des manifestations générales de lutte et de protestation — doivent s'exprimer à travers une violence écartelée, mais parce que "la non-violence" est une idéologie qui exclut d'emblée de véritables formes de lutte de la classe, laquelle peut aussi prendre, dans certains cas, des formes "violentes", notamment quand il s'agit de réagir à la répression bourgeoise, mais aussi, évidemment, parce qu'elle exclut la nécessité de l'activité révolutionnaire elle-même. L'interclassisme, qui ignore la division de la société en classes, nie en fait le fonctionnement du capitalisme — qui est basé sur l'exploitation du prolétariat par la classe bourgeoise — et ne voit pas la place primordiale qu'occupe la classe ouvrière sans l'action de laquelle il ne peut y avoir de véritable conflit social et encore moins de chance qu'il y ait une transformation de la société.

Musique, tambours, méditations en groupe, festivités... Outre la non-violence, l'interclassisme et les slogans néo-réformistes ("*Nous ne paierons pas leurs dettes*", "*Démocratie réelle*"), confirment à nos yeux que c'est l'idéologie humaniste de la petite bourgeoisie qui domine ce mouvement d'indignation. Et quand le prolétariat y est présent, il est morcelé et dispersé, n'exprimant aucunement sa nature sociale ni, encore moins, son identité politique.

Le fait que cette opposition à la crise se manifeste dans des campements érigés sur des places publiques et des manifestations caractérisées par l'idéologie pacifiste non-violente — en d'autres termes, petite-bourgeoise — correspond au faible niveau de lutte sur les lieux de travail et dans les quartiers. Ce sont des schémas idéologiques qui sont au premier plan, alors que la vraie question qui est posée par la situation est de savoir comment riposter efficacement aux attaques brutales du capital.

Quoi qu'il en soit, le succès — au niveau quantitatif — des événements du 15 octobre, notamment en Italie, indique

clairement que la crise dégrade les conditions de vie et de travail de masses de plus en plus larges du prolétariat ainsi que celles des couches non-prolétariennes. Cette colère sociale s'est exprimée jusque dans Rome, mais de telles façons qu'elle ne pouvait affecter en rien la domination économique et politique de la bourgeoisie. À Rome, les "indignés" et les prétendus "anarcho-insurrectionnels" ont joué le rôle de soupapes de sûreté face à cette colère, mais aucun d'entre eux n'a permis qu'un conflit social réel ne s'exprime, cela ne pouvant se faire, pour l'essentiel, que sur les lieux de travail. Le conflit dans ces lieux — où s'exprime l'antagonisme entre les patrons et les prolétaires — est le baromètre réel de la

lutte de classe; c'est une lutte qui, de ce fait et inévitablement, se répand alors sur les places et dans les rues.

C'est ce qui est arrivé en Grèce où le combat entre le travail et le capital s'est exprimé notamment sur les lieux de travail, à travers des grèves le plus souvent sauvages et incontrôlées, ce qui a fait que la "violence de la rue" a eu une signification totalement différente de celle de Rome. En Italie, le thermomètre de la lutte de classe reste à un faible niveau et ce qui s'est produit à Rome n'est pas encore l'expression directe du combat sur les lieux de travail.

Différents facteurs ont marqués les événements violents qui sont survenus à Rome, notamment :

1. La présence croissante de possibles "provocations" de la part de sources étatiques ou de leurs proches comme, par exemple, les "ultras" néo-fascistes qui peuvent avoir infiltré la manifestation — comme les années 70 et Cossiga (1) nous l'ont enseigné — afin de provoquer son démantèlement, fournissant ainsi des justifications à l'intervention de la police. Cette dernière n'a pas hésité à s'attaquer aux manifestants avec des camions à canons à eau. Cependant, même avant cela, ils ont commencé par diviser la manifestation en s'en prenant à ses plus importantes sections, exerçant ainsi une répression plus violente et plus large contre la manifestation principale plutôt que contre les actions de guérilla et certains jeunes qui les rejoignaient ; une répression qui s'est continuée le lendemain.
2. Puis il y a eu les éléments que les organes bourgeois de désinformation qualifient d'"anarcho-insurrectionnels". Ils se définissent par leur projet "insurrectionnel", par leurs actions contre les symboles du pouvoir bourgeois (les banques, les agences d'emploi, les forces de maintien de l'ordre, etc.). À l'évidence, cette idéologie cherche à exprimer la colère et la détresse partagées par de grands secteurs de la population, surtout par la classe ouvrière, en les canalisant vers des pratiques "extrémistes" (la propagande par l'action, avec l'objectif de généraliser la révolte, comme une proposition politique en soi). Évidemment, cette idéologie n'a rien d'un programme révolutionnaire et nie l'essentiel du combat (la lutte de classe) sur les lieux de travail et dans

les quartiers à travers le développement de l'organisation prolétarienne. En fait, pour cette raison, même si nous partageons globalement les inquiétudes qui motivent ces actions, la praxis qui est liée à cette idéologie n'est ni réalisable ni, encore moins, une perspective utile à la classe ouvrière.

3. Enfin, dans la manifestation, un grand nombre de participants, principalement des travailleurs et des travailleuses ont réagi spontanément et avec une réelle colère face à l'arrogance des forces bourgeoises qui ont chargé les manifestants.

En bref, c'est un portrait complexe qui doit être vu comme un tout et il ne faut surtout pas se contenter de jugements tous noirs ou tous blancs.

En toute probabilité, les manifestations vont de plus en plus être amenées à se confronter à ce type de dynamiques. La crise pousse à des attaques contre les salaires et contre ce qui reste de "l'État Providence", à des licenciements, et à une insécurité de l'emploi encore pire, etc. Cela crée un mécontentement grandissant parmi tous les secteurs concernés, particulièrement parmi les jeunes prolétaires qui n'ont pas de travail ; et quand ils en ont, ils sont soumis au chantage de l'insécurité, ce qui les empêche de participer même aux grèves les plus inoffensives (pour les bourgeois) organisées par les syndicats. Les manifestations sont une expression de ce mécontentement. Ce que nous avons vu à Rome, et en 2001 à Gênes, est la manière même avec laquelle la bourgeoisie manipulera des situations potentiellement explosives de mécontentement (si l'objectif de milliers des gens dormant sous la tente s'était réalisé, cela aurait été un facteur innovateur pour une remise en question pratique et efficace des traditionnelles méthodes d'occupation de la rue, et ainsi les saper).

L'idéologie dominante présente trois interprétations différentes de ce qui est arrivé :

1. Celle de la droite obscène qui décrète "*qu'il n'y a pas de différences entre les manifestants, qu'ils sont tous des criminels, qu'il faut tous les arrêter, qu'il faut des lois spéciales*". Ce qui n'étonne personne, c'est que Di Pietro en a fait beaucoup plus, en époussetant la draconienne loi Réale (2).
2. Celle de la droite libérale (Draghi), l'aile gauche de la gauche libérale et réformiste qui déclare que la manifestation était paisible et festive, positive, jusqu'à ce que de sauvages "cagoules" aient gâché la fête (comme s'il y avait quelque chose à fêter !). Cette vision met en avant les bases pour l'entente entre les "bons" manifestants et les forces de l'ordre et, donc, pour la préparation d'un consensus général concernant la répression de demain : si vous faites des manifestations festives et pacifistes, la police sera à vos côtés, mais si vous radicalisez votre mouvement, que vous vous engagez dans des actions qui ne sont pas inoffensives (comme les occupations, les blocages, les grèves sauvages etc.) exprimant ainsi votre colère, alors vous êtes condamnables et vous allez être punis.
3. Celle enfin du réformisme institutionnel radical (voir l'éditorial de Valentino Parlato et l'article de Loris Campetti dans le journal *Manifesto* de dimanche) qui soutient que ces affrontements socio-économiques "*étaient inévitables*" et fait de cette expression de colère à l'égard de la politique actuelle qui va dans le sens de leur projet "*de renouvellement du jeu politique*". Pour eux, "*c'est un défi salutaire pour les partis de gauche*

actuels qui doivent se sortir des visions du passé et se rendre compte à quel point le monde a changé" et que, de ce fait, "il faut envisager des changements au niveau des luttes sur les lieux de travail, dans les syndicats, et au niveau de la politique économique."

Le point de vue du prolétariat est bien évidemment absent de ces trois interprétations ; Trois exigences le représentent :

1. La nécessité de développer l'opposition aux attaques du capital et à la logique des syndicats et de s'appuyer sur l'auto-organisation de la lutte au niveau géographique et sur les lieux de travail.
2. La nécessité que les secteurs ouvriers du cortège soient capables de garantir leur propre auto-défense contre les forces de l'ordre et les infiltrés, qui poursuivent un projet politique différent, plutôt confus, (bien que pour des raisons compréhensibles) du point de vue d'une perspective de classe, mais sans commettre la faute stratégique de confondre la violence bourgeoise (qui s'exerce dans les manifestations, mais encore plus largement dans notre vie quotidienne) avec la rage de ceux et de celles qui suivent une voie politique erronée et vouée à l'échec.
3. Le besoin absolu de donner force et substance à une direction révolutionnaire qui sache comment canaliser la plus que légitime colère sociale sur la voie correcte d'une lutte anticapitaliste cohérente.

Finalement, l'Etat ressort largement victorieux après les événements de Rome. Non seulement il a fait la démonstration d'une grande capacité pour contrôler la rue à sa guise, mais il a aussi obtenu des résultats significatifs. D'abord — et c'est un fait qu'on ne peut pas sous-estimer —, la volonté du mouvement des indignés de camper sur la *Piazza San Giovanni* a échoué. Le mouvement des indignés à d'énormes limites, mais au moins — d'une manière particulièrement confuse — il porte une critique des partis politiques et des syndicats. Un campement d'un mouvement limité, mais qui veut réellement être "non-partisan", qui parfois met en question les institutions elles-mêmes, ne conviendrait certainement à l'Etat. Il suffit de se rappeler ce qui est arrivé en Espagne où les indignés — et il n'y avait pas de "black bloc" — ont quand même été expulsés violemment de la place.

(1) Président italien de 1985 à 1992 et membre du réseau Gladio.

(2) Votée en 1975 à l'époque des Brigades Rouges (prenant son nom du Ministre qui en était responsable, Ortono Réale) c'est une loi sévère contre toutes les formes de protestation publique — Antonio Di Pietro est le fameux magistrat en chef de la campagne "*mani pulite*" ("les mains propres"), des enquêtes sur les "*tangentipoli*" (les villes à pots de vin), des scandales impliquant des politiciens et des hommes d'affaires qui ont renversé la première République italienne au cours des années 1990. Berlusconi y a été profondément impliqué — son empire de médias finançait le Parti Socialiste de Bettino Craxi — jusqu'à ce que Craxi ait fui en Tunisie. Berlusconi est entré en politique à ce moment-là (1994) afin de s'assurer que le système judiciaire n'enquête pas plus loin sur lui. Le présent commentaire se veut ironique puisque Di Pietro, adversaire permanent de Berlusconi, est censé être un libéral.

Les réflexions qui suivent sont tout à fait valables pour l'ensemble du courant des « indignés » quelque soient les pays du monde.

Le mouvement des Indignés à Rome

Le mouvement

Depuis la naissance du mouvement 15-M Porta del Sol, à Madrid, le mouvement des indignés s'est propagé à plusieurs pays. *Indignados* est devenu un mot couramment utilisé pour décrire les personnes et les mouvements de protestation contre les politiques sociales et économiques les plus dévastatrices.

Rome, comme d'autres villes, a donné naissance en rapport à l'expérience espagnole à des assemblées populaires qui ont rapidement donné la Piazza San Giovanni, comme point de référence. Au début, ces réunions ont eu lieu chaque jour, puis il a été décidé de tenir des assemblées générales sur une base bihebdomadaire, laissant ainsi la place pour le reste de la semaine à divers comités.

Les comités sont des groupes de travail qui ont été créés pour agréger les différents participants à l'Assemblée générale - sur une base d'intérêts individuels - dans des domaines de travail spécifiques. Certains comités vivent pour le temps nécessaire à effectuer une tâche impartie et des commissions qui, une fois créées, ont continué à travailler dans un secteur particulier.



Caractéristiques

Le mouvement s'est créé dans le but de donner une voix à ceux qui sont mus par «un mécontentement, un sentiment d'insécurité et de misère» (1), dans les assemblées des *indignés* on intervient à titre individuel, le mouvement se reconnaît "par l'absence de drapeaux, le refus de la violence, les décisions prises par le vote sur la place." Les enjeux politiques identifiés sont au nombre de trois: non-violence active, rejet du système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'absence de parti.

Dès le début, il a eu un nette critique de recherche de couverture médiatique, ainsi que du refus d'"aller aux palais du pouvoir." Si au début étaient présents des groupes et des individus comme d'habitude réformistes, le mouvement - convenablement stimulées par des actions spécifiques - a su

répondre assez clairement en faveur du passage au système de la démocratie représentative et contre l'exploitation de l'homme par l'homme, de sorte que à la question "mais dans la pratique que proposez-vous?" la réponse est "que les assemblées s'étendent et prennent ces mêmes position, grâce aux protagonistes populaires, en fonction des diverses raisons qui provoquent l'indignation."

Caractérisations de classe

La crise frappe les travailleurs très durement ainsi que la classe moyenne et les petits bourgeois. Le mouvement reflète cette réalité. Les premiers à se mettre en mouvement sont toujours les membres de la petite bourgeoisie dans un processus de prolétarianisation: dotés de plus grands instruments culturels et d'une plus forte conscience qui provient de la tentative de maintenir leur position sociale dans le processus de désintégration, avec de grosses illusions dans la possibilité de changer pacifiquement le système. La petite bourgeoisie a été très présente dans ces premières réponses spontanées à la crise et dans une majorité d'assemblées des *indignados romains*. Cette composante a été en mesure de se présenter en tant que représentante du mouvement, elle était principalement tirée par les étudiants espagnols, trouvant son *trait d'union* dans une vision néo-humaniste de la société. Cette vision se caractérise comme étant anti-système, dans la négation du conflit entre capital et travail en tant que contradiction fondamentale de la société (rarement appelée capitaliste), en identifiant la forme des assemblées comme moyen de la construction de formes de relations sociales différentes qui rendraient possibles une transition pacifique du système de production vers un système qui place l'homme au centre. Cette vision est fondée dans la philosophie de la non-violence active et l'engagement pour une *révolution éthique*.

La composante prolétarienne, minoritaire, a été attirée par le mouvement des assemblées et de leur horizontalité, par l'absence des habituels politiciens et syndicalistes, excitation exercée dans l'imaginaire par le mouvement espagnol. L'intervention des révolutionnaires a été caractérisée par la défense d'une vision classiste de la société, le rejet du syndicalisme comme outil pour façonner l'organisation de la lutte, pour l'appel à lutter contre la crise et le système capitaliste comme un tout, pour une révolution qui n'est pas "éthique", mais aussi sociale, politique et économique. Cette composante a formé la *Commission de travail*¹.

1. italianrevolution-roma.blogspot.com

2. commissionelavoro.blogspot.com

L'intervention politique

Si la question de la démocratie directe comme forme naturelle d'organisation des assemblées, de l'anti-système, de l'anti-institutionnalisme ont été le moteur qui a permis que les deux composantes coexistent, la théorie de la non-violence est le terrain où s'exprime le mieux les différences. D'un côté ceux qui professent la possibilité d'une opposition non-violente au système à travers la construction de relations sociales différentes, qui seront imposées par l'effondrement du système jusqu'à devenir majoritaires, de l'autre ceux qui condamnent la violence de la société de classes, mais qui reconnaissent dans la violence prolétarienne inévitable le facteur de la dynamique sociale: la violence capitaliste s'exprime quotidiennement par la faim, la pauvreté, les licenciements, la répression, la détérioration brutale de l'existence du prolétariat. La, légitime, violence prolétarienne s'exprime dans les luttes de défense, les grèves, dans l'opposition déterminée contre la politique patronale, jusqu'à l'acte nécessairement autoritaire de la conquête révolutionnaire du pouvoir politique et à l'exclusion de la bourgeoisie de tout droit (la dictature du prolétariat) comme étape nécessaire à l'émergence d'une société sans classes et l'extinction définitive de l'État.

Il s'agit encore une fois d'une bataille politique pour soustraire d'abord la classe ouvrière, mais pas seulement,

aux influences petite-bourgeoises, tout en reconnaissant la forme des assemblées régies par les principes de démocratie directe comme une forme nécessaire de l'organisation des luttes immédiates de la classe et comme principe organisateur du futur pouvoir du prolétariat, qui sera structuré par le pouvoir des conseils régionaux de travailleurs.

Conclusion

Une attention maximale doit être accordée à ces expériences - et il ne faut pas seulement parler des *indignados* - qui sont une première réponse spontanée à la crise et dans le même temps, pour la première fois depuis des années, qui permettent aux révolutionnaires d'avoir un terrain non contrôlé par les forces institutionnelles et / ou organisées pour intervenir avec une politique de classe. D'autres expériences se produiront dans l'avenir et, nous espérons, qu'elles seront majoritairement plus à caractère prolétarien. Les travaux de construction du parti passent aussi par l'intervention claire dans ces situations, symptôme en petit de la nouvelle phase qui s'ouvre: celle de la crise généralisée du capital et de la lutte ouverte classe contre classe.

Diego

Le printemps arabe et le changement des équipes dirigeantes de la bourgeoisie.

La révolte gronde partout dans le monde, dans les pays du Maghreb et du Moyen Orient comme partout. Mais dans cette aire géostratégique elle prend un tout autre parfum tant les frustrations sont accumulées accompagnant le chômage et la misère. La révolte continue en Egypte ou en Tunisie, etc..., car les masses voient qu'elles ont été flouées et la bourgeoisie n'arrive pas à éteindre le feu qui couve toujours.

Une lame de fond de révolte monte partout dans le monde mais pour l'instant elle n'arrive pas à se frayer une voie tant que la classe ouvrière ne prend pas le relais et que les luttes sont cantonnées dans cette partie de la Méditerranée du sud et de l'est.

Maintenant c'est au tour de la Syrie d'attirer l'attention mais ici les questions impérialistes prennent encore plus d'importance qu'ailleurs dans cette région du fait de l'existence d'une base navale russe à Tartous utilisée par les navires de la 5e Escadre méditerranéenne de la flotte de la Mer Noire de la Russie. En outre, la Syrie est, d'une part l'alliée de l'Iran, et d'autre part, se trouve être le principal meneur de jeu au Liban.

B&P

Syrie - Tant de morts, tant d'illusions qui seront fracassées

La révolte

Depuis le mois de février, la Syrie est la scène de tueries massives. Plus de 1300 personnes, y inclus des jeunes enfants, ont été tuées (comparées à 800 morts avant que l'armée ne destitue Moubarak en Égypte) et au moment où nous écrivons ces lignes, 70 personnes l'ont été à Hama et dans d'autres villes après un autre vendredi de manifestations. La réponse de la «communauté internationale» est notable par sa faiblesse. Depuis des décennies, les États-Unis accusent la Syrie d'être un «État promoteur du terrorisme» et ce pays vit déjà sous la coupe de sanctions, mais il n'y a eu aucun appel des États-Unis exigeant la fin du régime de Bachar el-Assad. Fait

révélateur, aucune résolution des Nations-Unies contre la Syrie n'a été présentée, il n'y a pas eu de tentative d'intervenir militairement comme en Lybie et Obama et les autres chefs d'État s'en sont tenus à de faibles condamnations verbales. Il est évident que la tragédie des manifestants syriens est qu'il n'y a pas de pétrodollars ou de réserves de pétrole en cause. Il est aussi évident que l'Occident et Israël n'accueilleraient pas favorablement un «changement de régime» en Syrie car cela mènerait à encore plus de tourmente qu'auparavant au Moyen-Orient. Le régime Assad, soutenu par ses alliés impérialistes en Iran (qui lui ont envoyé des spécialistes des affrontements de rue - une question sur laquelle ils ont une longue

expérience), en Russie et en Chine, s'est vu donné carte blanche pour supprimer brutalement toutes les manifestations depuis le début du mouvement.

Février n'est pas un mois heureux dans l'histoire récente de la Syrie. C'est durant ce mois qu'en 1982, les Frères musulmans organisèrent un soulèvement de 5000 hommes armés dans la ville de Hama contre le président de l'époque et le père du dirigeant actuel, Hafez el-Assad. L'armée entoura alors la ville, coupa l'eau, l'électricité et les lignes de communication, puis se mit à la bombarder. Personne ne put s'échapper et on rapporte que même des personnes appuyant le régime furent exécutées par l'armée. On croit que jusqu'à 25 000 personnes ont pu périr dans le massacre. Le message était clair et il fut compris. Toute résistance serait réprimée sans merci. Depuis lors, jusqu'au mois de février 2011, il n'y a eu que quelques voix d'intellectuels pour mettre en cause la corruption du régime et la stagnation de l'économie. Le soulèvement actuel dans plusieurs villes a commencé lorsque la police a arrêté deux adolescents pour avoir fait des graffitis anti-régime dans la ville de Deraa.

Cependant, l'inspiration des «soulèvements actuels» provient sans aucun doute de l'exemple de la Tunisie, de l'Égypte et d'ailleurs dans le monde arabe. Comme ailleurs, les gens qui participent au mouvement sont principalement des jeunes, des sans-emploi, des précaires ainsi que des éléments de la petite bourgeoisie qui ont reçu une formation universitaire, mais dont au moins 20% n'ont pas de travail. Comme leurs homologues ailleurs (y inclus dans les pays capitalistes plus riches), ils n'ont pas d'espoir d'avenir. Se marier ou se trouver un travail salarié rémunérateur leur semble hors de portée et la majorité doit vivre chez leurs parents. La classe ouvrière industrielle dans son ensemble ne les a pas encore rejoints sur une base de classe, sauf de façon individuelle lors des manifestations. Comme avec les autres révoltes du «Printemps arabe», les principales revendications sont la fin du règne actuel des castes dominantes et l'introduction de la «démocratie». Ils exigent que soit révoqué l'article 8 de la Constitution qui désigne le «Parti Baas arabe socialiste» comme direction de l'État au côté d'un vague «front nationaliste et progressiste» et que le régime Assad soit renversé. Le mot d'ordre dominant dans toutes les manifestations a été de tout simplement mettre fin à ce régime. Cependant, la révolte n'a pas la même cohésion qu'en Tunisie et en Égypte et pour l'instant, il n'est que l'addition de mouvements séparés dans telle ville ou dans tel village.

Quelques données sur ses origines

À première vue, il semble que le régime soit dans une situation périlleuse. Il faut dire qu'il est basé uniquement sur la minorité musulmane arabe des nusayrîs (1) qui adopta le nom d'alaouites sur l'insistance des colonialistes français qui en firent la promotion après 1919. La France avait reçu le «mandat» de diriger la Syrie et le Liban, tous deux arrachés aux Ottomans par le traité de Sèvres à la fin de la Première Guerre mondiale. Le mandat devait s'étendre jusqu'au jour où les Syriens (qui n'avait jamais existé en tant que nation) soient «capables de se gouverner eux-mêmes», selon l'expression condescendante des cercles impérialistes de l'époque. Les alaouites sont une secte musulmane bizarre (aucune condamnation de l'alcool et la non-observance de plusieurs des dogmes du culte musulman – comme ne pas fréquenter les mosquées et faire prière aux saints chrétiens — sont parmi les plus non-

orthodoxes). On les appelle souvent à tort des chiïtes car ils professent aussi leur allégeance à Ali, le quatrième calife révéralé par tous les chiïtes, mais en Syrie ils sont moins de 7% de la population (personne ne le sait exactement car les recensements syriens évitent la question des dénominations religieuses), dans un pays constitué de plusieurs minorités laïques et religieuses, dont les Kurdes, les musulmans druzes et les chrétiens, mais avec une énorme majorité sunnite estimée à 75%. Sous la domination française, les alaouites et les autres minorités ont eu droit à des subventions, des droits légaux et des impôts inférieurs à leurs voisins sunnites alors qu'ils furent promus pour contrebalancer l'influence ottomane. Ils développèrent particulièrement leur influence dans l'armée. Comme les Alaouites étaient surtout des paysans, ils trouvèrent dans l'armée un levier utile de mobilité sociale et puisque après 1946, date de l'indépendance du pays, ils ne pouvaient pas payer la taxe d'exemption, plus d'alaouites se retrouvèrent à tous les niveaux de l'armée que leur nombre dans la société ne l'aurait justifié. Ce fut une réalité que les sunnites, qui dominaient à nouveau la Syrie après l'expiration du mandat français, ont négligé de prendre en compte. Ils ont éliminé les alaouites du gouvernement et du service public, mais pas de l'armée. Les alaouites (qui sont eux-mêmes divisés en quatre clans rivaux) ont trouvé un outil d'unification dans le Parti Baas (le mot veut dire renaissance) fondé en 1947. Avec son idéologie laïque et «socialiste arabe», il divisa les sunnites mais plut aux alaouites. Il ne mit pas fin à leurs divisions mais devint le véhicule par lequel ils prirent le pouvoir. Suite à une série de coups d'État militaires, le Parti Baas prit le pouvoir en 1963, puis en 1970 le coup d'État sans effusion de sang du ministre de la Défense d'alors, Hafez el-Assad (père du président actuel Bachar el-Assad), institua non seulement le pouvoir baasiste, mais unifia aussi les clans alaouites. C'est le fondement sur lequel le régime s'est établi, en accordant des faveurs aux autres minorités religieuses et à des sunnites triés sur le volet, dans le but de maintenir des assises politiques suffisantes.

Le régime a subi plusieurs crises (l'assassinat du président libanais Rafiq Hariri et le retrait syrien subséquent du Liban en 2005, le massacre de Hama mentionné plus haut, etc.), mais la crise la plus importante que le régime ait connue a été le décès d'Hafez el-Assad en 2000. Cela mena à l'accession au pouvoir de son fils, l'ophtalmologue Bachar el-Assad. Bachar a dû abandonner sa carrière de choix lorsque Bassel, son frère aîné décéda en 1994. Il est alors précipitamment promu dans l'armée où il atteindra rapidement le rang de colonel. Lorsque son père est décédé, la constitution fut amendée (il était âgé de 34 ans, auparavant on devait avoir au moins 40 ans pour devenir président) pour lui permettre de prendre la place. Tout cela pour que la vieille garde baasiste, l'élite alaouite et surtout la famille Assad puisse continuer à maintenir son contrôle. Alors que ses oncles, ses cousins et son plus jeune frère s'occupent des services de sécurité militaires, les affaires sont dominées par la famille de sa mère, les Makhloûf (à tel point qu'on appelle souvent ironiquement la Syrie, le «Makhloûfistan»). Il va de soi que la corruption opère comme elle le faisait en Tunisie et en Égypte à tous les niveaux de l'État et que les renseignements militaires sont omniprésents.

Djisir el-Choghour

Comme la Syrie ne manque pas d'appuis internationaux (contrairement à Kadhafi), le régime Assad n'est pas dans une situation aussi désespérée. Sa faiblesse peut être que les troupes d'élite de l'armée syrienne comportent 200 000 alaouites, mais que les 300 000 conscrits sont sunnites. Pendant l'actuelle campagne de répression, les principales forces impliquées ont été les soldats issus des rangs des autres minorités (Kurdes, Druzes, etc.) (2), mais la situation à Djisir el-Choghour laisse croire que les premières fissures dans l'unité de l'armée commencent à apparaître. L'information est peu abondante et non vérifiée, mais alors que le gouvernement affirme que 120 membres de ses forces de sécurité furent tués, il y a des indications qui laissent penser que ceux-ci étaient révoltés par les actions du gouvernement. Cela ne peut pas encore être confirmé, mais la prochaine phase du massacre est déjà en préparation. Au moment où nous écrivons ces lignes, 30 000 soldats gouvernementaux ont encerclé la ville et ont brûlé les récoltes dans les champs qui l'entourent. Tous ceux qui le peuvent ont fui, soit en Turquie où le Croissant rouge a établi des camps (pour lesquels l'armée turque refuse l'accès à la presse internationale), soit dans des villes côtières syriennes. Certains affirment que c'est déjà une ville fantôme que seuls les plus pauvres n'ont pu fuir. L'eau et l'électricité ont été coupées en prévision de l'assaut des troupes gouvernementales. Tout rappelle Hama en 1982.

Jusqu'à maintenant, il s'agit d'une situation où un mouvement civil principalement désarmé revendique des «droits démocratiques» tandis que le monde «démocratique» observe ce qui se passe sans lever le petit doigt. Cela démontre non seulement la bestialité du régime Assad, mais aussi la banqueroute du système décadent qu'est le capitalisme moderne. La tragédie est que ces populations, comme celles du reste du monde arabe qui manifestent et meurent au nom de la «démocratie» devront apprendre à leur dépens et à grand prix que le culte de la démocratie capitaliste est le meilleur moyen de poursuivre leur exploitation effrénée (quoique sous des oripeaux moins barbares). Personne ne peut les persuader du contraire. Ils devront l'apprendre par leur propre expérience douloureuse – c'est-à-dire, si on le leur permet...

Jock

(1) D'Ibn Nusayr fondateur de la secte des Alaouites au IX^e siècle.

(2) Cependant les rapports sont contradictoires. Puisque les journalistes étrangers n'ont pas accès au pays, plusieurs de leurs commentaires factuels peuvent être mis en doute. Certains rapportent que l'essentiel de la répression a été commis par la Quatrième Division blindée, menée par le frère cadet du président, Maher.

La crise de la "dette souveraine" internationale

Après la crise des "subprimes", c'est maintenant au tour de la dette "souveraine". Les analystes bourgeois se sont rués pour condamner la grave situation actuelle comme une folie des marchés. En réalité, la seule folie est tout le système capitaliste global qui se débat de manière angoissée dans ses propres contradictions insolubles. Les soi-disant marchés ne représentent qu'une douzaine ou presque de banques internationales et de centres financiers. Ils "administrent" de manière spéculative quelque chose comme 600 000 milliards de dollars par an, soit 12 fois le PIB mondial. Il s'agit d'une masse de capitaux fictifs qui parcourt chaque jour les quatre coins de la planète à la recherche d'un avantage économique immédiat dans le but de générer plus de capital à réinvestir dans d'autres activités spéculatives comme une sorte de chaîne de lettres dont on peut voir la chaîne. L'argent en soi ne peut pas produire plus d'argent (sauf fictif il faut le noter) s'il n'est pas investi de manière productive dans le rapport capital-travail salarié. La spéculation, quelle que soit la forme qu'elle prend, ne produit pas de plus-value mais elle représente seulement un transfert de valeur qui a déjà été produite.

Ce phénomène n'est pas nouveau pour le capitalisme mais il a crû de manière exponentielle dans les dernières décennies, simplement parce que la production réelle est confrontée à une crise du profit rendant difficile que le mécanisme d'accumulation puisse opérer. Ce qui a été défini universellement comme une crise financière est en réalité une crise économique dont les origines reposent dans la difficulté croissante du capitalisme à survivre avec un

taux de profit plus bas que jamais qui est de moins en moins rémunérateur pour l'investissement. La crise des profits a poussé une masse encore plus importante de capitaux à se retirer de la production pour aller à la recherche d'un faux espoir de valorisation au travers de la spéculation, déplaçant le problème du secteur productif vers le secteur spéculatif. Celui-ci en retour — après avoir causé une série d'explosions des bulles financières — est revenu au monde de la production réelle aggravant la situation très précaire qui avait initié le mécanisme spéculatif pervers dans un premier temps. Voilà le contexte dans lequel la crise des dettes souveraines est née et s'est développée; et qui englutit, à différents niveaux d'intensité, tous les principaux Etats capitalistes.

La dette souveraine, ou plutôt la dette publique — en d'autres termes la dette que l'État contracte avec les souscripteurs nationaux et internationaux pour financer ses propres activités — est d'autant plus grande que l'État doit intervenir pour soutenir l'économie nationale. Dans les dernières décennies, à côté du financement normal des dépenses publiques, la dette souveraine a dû pourvoir aux échecs que la baisse progressive du taux de profit a provoqués sur les entreprises de la sphère privée comme publique. Quand la crise a alors éclaté dans la sphère financière, la dette publique a dû se charger du fardeau pour restaurer la santé des banques et des institutions financières directement impliquées dans la crise. Cela voulait dire une sorte de nationalisation de la finance, bien au-delà du soutien que l'État a apporté à quelques géants du privé

comme ceux du secteur mécanique des fabricants automobiles.

Pour les principaux pays impérialistes, le coût des dépenses de guerre et d'armement a fait le reste. L'exemple le plus parlant dans le monde est représenté par la situation américaine. La crise de la baisse du taux de profit s'est poursuivie durant des années dans le cadre du mécanisme de la valorisation du capital. Elle a favorisé la course à la spéculation et a déterminé l'éclatement de la bulle financière qui a anéanti des milliards et des milliards de dollars, obligeant l'État à une intervention précipitée et coûteuse qui a asséché ses réserves financières et l'a amené au bord de l'effondrement. Sa dette souveraine a atteint 14500 milliards de dollars équivalents à 102% de son PIB. Selon certains analystes américains, la dette est en réalité beaucoup plus importante et serait en fait de 140% du PIB si le calcul statistique incluait le montant des "Bonds" [Les Bons du Trésor américain, ndt] détenus par les fonds d'assurance et les États fédéraux.

Avec de tels chiffres, les États-Unis n'auraient, par exemple, jamais pu rentrer dans les critères de Maastricht ; et s'ils avaient été dans l'Union Européenne, ils auraient fini dans une situation pire que celle de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne ou de l'Italie. Si on y ajoute le déficit fédéral, autour de 11% du PIB, et qu'on y inclut les dettes des particuliers et des entreprises, le résultat auquel nous arrivons est catastrophique. L'État du Minnesota s'est déclaré en faillite. Il n'est plus capable d'assurer les services sociaux et ne peut plus payer ses employés. Il attend du gouvernement fédéral qu'il intervienne financièrement ce qui n'est pas encore arrivé. Quelques 40 autres États sont quasiment dans la même situation. Ce qui est étonnant c'est que la reclassification des Bons américains ne s'est faite qu'aujourd'hui et non auparavant, et pourquoi seulement de la part de la Standard and Poor alors que Moody's continue à attribuer un AAA.

Par rapport à cela, la protestation du Trésor américain sur une erreur présumée de 2000 milliards dans le calcul de Standard and Poor apparaît ridicule sinon embarrassante. De plus, la faiblesse des Bons américains émis en dollars a déclenché une guerre de concurrence planétaire avec l'euro au premier chef qui met en en péril l'économie européenne déjà peu solide. La Chine — qui possède 1250 milliards de dollars dans ses réserves monétaires — crie au scandale. Elle reproche au gouvernement américain de vivre au-dessus de ses moyens et de ne pas en faire assez pour remettre les choses en ordre. Elle menace de diversifier ses réserves monétaires (ce qu'elle a déjà commencé à faire depuis quelques années) et d'appeler à la création d'une nouvelle monnaie internationale en remplacement du dollar, à condition que celle-ci se base sur un ensemble de monnaies plus dignes de confiance.

Quelles sont donc les issues pour sortir de la crise? Les mêmes que d'habitude mais avec quelques différences. En 1929, les moyens financiers existaient pour mettre en place un mécanisme de soutien à la demande. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Les moyens financiers n'existent plus; les États sont lourdement écrasés par la dette et la seule manière dont le capitalisme peut perdurer est à travers une plus grande dégradation de la force de travail. Prenons l'exemple le plus significatif, celui des États-Unis où le plus grand carnage social de l'histoire moderne est en train d'être organisé. Avec un tissu social où le véritable chômage a déjà atteint 16% (les chiffres officiels disent 9,8% mais ils sont complètement faux puisqu'ils ne

prennent pas en compte ceux qui ne se présente plus aux bureaux de chômage et qu'ils n'inclut pas quiconque a travaillé à peine quelques semaines dans l'année), où 50 millions de personnes vivent dans la pauvreté absolue — et 90% d'entre eux survivent grâce aux distributions des organismes de charité — des coupes massives se font dans les dépenses publiques.

Le plan proposé, ou plutôt imposé, par Obama aux deux partis de la bourgeoisie prévoit une attaque violente contre les services sociaux et contre les allocations, une révision des rapports entre capital et travail, des réductions drastiques dans les dépenses publiques, des augmentations partielles d'impôts qui ne frapperont que les revenus tirés des salaires et non les revenus financiers ou ceux de la rente, et de profondes coupes dans tout ce qui est lié à l'intervention de l'État. Moins d'État providence et, en revanche, des impôts et des coupes qui signifient plus de chômage et une augmentation, à la fois absolue et relative, de la pauvreté. Cela signifie aussi une plus grande exploitation sur les lieux de travail accompagné d'une réduction des salaires réels, d'abord dans tous les secteurs exposés à la concurrence internationale et ensuite dans tous les autres. Avoir un travail est difficile et il n'y a aucune garantie de le garder quand on en a un.

L'âge de départ à la retraite est retardé et les coupes dans l'assurance maladie vont suivre. Ce qui est mis en avant montre bien que les plans d'Obama pour réformer le système de santé — lequel n'existe que sur le papier — sont mort-nés tandis que des coupes massives sont envisagées dans les dépenses pour les systèmes Medicare et Medicaid déjà inadaptés. Il s'agit plus ou moins des mêmes "remèdes" que ceux qui ont été imposés à la Grèce pour qu'elle reçoive les subventions de la BCE et que les autres pays européens sont obligés d'adopter afin de pouvoir survivre à la seconde vague de la crise internationale.

C'est tout ce que le capitalisme peut concéder dans sa période de décadence historique. Le paradoxe est qu'alors que le développement des forces productives pourrait facilement fournir plus de biens et de meilleurs services pour chaque être humain, dans le cadre du capitalisme cela se transforme en une crise du taux de profit qui non seulement ne permet pas de bien-être social malgré la richesse produite mais aboutit à l'éclatement de crises économiques, avec leurs conséquences dévastatrices qui retombent sur les épaules de ceux qui produisent la richesse, les prolétaires. Et cela sans parler du danger de guerres qui ne sont plus limitées à des zones stratégiques pour les matières premières, mais de conflits plus globaux pour la survie de tel ou tel impérialisme, quel que soit les conséquences en terme de dévastation environnementale et de destruction folle des ressources de la planète.

Avec une telle perspective, il est plus que jamais l'heure du parti révolutionnaire mondial et du soulèvement de classe contre la crise du capital, contre les inévitables politiques de larmes et de sang, pour la création d'une société sans classe, sans capital et sans les maudites lois économiques basées sur la logique de profit. Une idée rétrograde ? Non ! C'est la seule solution face aux conséquences dévastatrices d'un système économique et social périmé qui, pour survivre à ses propres contradictions, est forcé de se nourrir en dépeçant le prolétariat international. C'est la seule issue praticable pour tout l'arc historique de la vie des rapports de production capitaliste.

140 ans de la Commune. La commune n'est pas morte !

Publier l'article suivant de la revue *Bilan* (revue du courant de la Gauche communiste italienne) nous permet de revenir sur un certain nombre de questions qui portent sur la période révolutionnaire.

A l'heure où il est de bon ton de la part des « Indignados » de prôner la non-violence et le pacifisme, il est nécessaire de rappeler que la bourgeoisie ne se laissera pas déposséder de son pouvoir sans réagir et sans faire subir encore « un douloureux calvaire (au) prolétariat » qui « passera par un massacre » comme celui des « ouvriers russes » (...) et « fera pâlir les hécatombes des bourreaux versaillais » (*Bilan*). Les ouvriers et les révolutionnaires ne doivent pas se faire d'illusions, c'est par le sang et par le feu qu'ils devront renverser l'ordre capitaliste. Et ce n'est pas parce que son économie vacille que nous en aurons fini avec cette bête immonde qui nous entraîne toujours plus dans la misère, le chômage et la guerre.

« En commémorant les insurgés de 1871 nous n'affirmons donc pas une simple reconnaissance de ceux qui, par leur lutte héroïque montrèrent la direction vers laquelle se dirige le prolétariat, mais nous considérons ce moment comme une source d'enseignements. » (*Bilan*). La Commune a appris aux révolutionnaires et aux prolétaires russes. A nous aujourd'hui de tirer tous les enseignements de la Commune russe d'Octobre. Nous savons aujourd'hui que tout le pouvoir doit rester aux conseils ouvriers, il ne doit pas être remis à certains spécialistes ou révolutionnaires même s'ils sont remplis des meilleures intentions du monde. Les enseignements d'Octobre sont fondamentaux. De même, il faut avec intransigeance affirmer qu'on ne tire jamais sur des ouvriers même s'ils se trompent. Il nous faut, en effet, bannir tout nouveau Kronstadt. On ne fera jamais la révolution à la place de la classe ouvrière. Répétons la phrase de Marx du *Manifeste du parti communiste* de 1948 « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » et nous rajoutons ou elle ne le sera pas autrement.

Une des mesures fondamentales de la Commune a été soulignée par Marx.

« La Commune se débarrasse totalement de la hiérarchie politique et remplace les maîtres hautains du peuple par des serviteurs toujours révocables, remplace une responsabilité illusoire par une responsabilité véritable, puisque ces mandataires agissent constamment sous le contrôle du peuple. Il sont payés comme des ouvriers qualifiés » (1) Il ne doit pas y avoir de sursalaires !

La deuxième consiste dans la destruction de l'État bourgeois ; Marx va plus loin en affirmant qu'elle a détruit tout État quel qu'il soit.

« Ce pouvoir d'État est, en fait, la création de la bourgeoisie ; il fut l'instrument qui servit d'abord à briser le féodalisme, puis à écraser les aspirations des producteurs, de la classe ouvrière, vers leur émancipation. Toutes les réactions et toutes les révolutions n'avaient servi qu'à transférer ce pouvoir organisé – cette force organisée pour maintenir en esclavage le travail – d'une main à une autre, d'une fraction des classes dominantes à une autre. Il avait été pour les classes dominantes un moyen d'asservissement et de lucre. Il avait puisé des forces nouvelles dans chaque changement nouveau. Il avait servi

d'instrument pour briser tout soulèvement populaire, pour écraser les classes laborieuses après qu'elles eurent combattu et reçu l'ordre d'assurer le transfert de ce pouvoir d'un groupe de ses oppresseurs à un autre groupe. Ce ne fut donc pas une révolution contre telle ou telle forme de pouvoir d'État, légitimiste, constitutionnelle, républicaine ou impériale. Ce fut une révolution contre l'État lui-même, cet avorton surnaturel de la société ; ce fut la reprise par le peuple et pour le peuple de sa propre vie sociale. Ce ne fut pas une révolution faite pour transférer ce pouvoir d'une fraction des classes dominantes à une autre, mais une révolution pour briser cet horrible appareil même de la domination de classe (2).» (souligné par nous) Nous ne pouvons que soutenir une telle formulation.

C'est pourquoi il nous faut critiquer l'article de *Bilan* qui va totalement à l'encontre du texte de Marx cité ci-dessus et fait une concession en parlant d'État prolétarien. « C'est par la critique de la Commune de Paris que les marxistes purent préparer les fondements idéologiques de la fondation de l'État prolétarien. » (3) Il n'y a rien de plus éloigné de Marx que cette phrase. Pour nous comme pour Marx, il ne peut pas y avoir d'État prolétarien. Comme le Lénine de *l'État et la révolution*, il faut parler de demi-État ou d'État commune pour bien souligner que ce malheur représenté par l'État subsistant tant qu'il y a plusieurs classes sociales qui ont des intérêts divergents. Dans cette période de transition, cet État croupion devra tendre à perdre de son pouvoir et de sa puissance jusqu'à disparaître. C'est ainsi qu'il n'y a rien de plus éloigné du marxisme que l'idée des staliniens du renforcement de l'État pour parvenir au communisme. C'est tout à fait l'inverse qui doit mener à la libération de l'humanité tout entière.

Les problèmes que soulève le dépérissement de l'État, proviennent du fait que le communisme n'arrive pas tout d'un coup après le renversement de la bourgeoisie comme un oiseau qui sortirait du chapeau de prestidigitateur. Après la révolution il y a une phase de transition entre la société ancienne, capitaliste et la nouvelle comme Marx le soulignait également dans ce même texte de *La lutte civile en France*.

« La Commune ne supprime pas les luttes de classes, par lesquelles la classe ouvrière s'efforce d'abolir toutes les classes et, par suite, toute domination de classe [...] mais elle crée l'ambiance rationnelle dans laquelle cette lutte de classes peut passer par ses différentes phases de la façon la plus rationnelle et la plus humaine. » Et c'est toute la différence qui consiste à aller vers la société libre et plus humaine, d'une société étatique dans laquelle l'État ne fait que se renforcer jusqu'au totalitarisme stalinien.

Voilà ce que nous commémorons dans les Communes révolutionnaires passées : les enseignements de l'histoire pour enfin apprendre à « nous diriger » vers la société communiste sans classe et sans État.

Aurélien

1. K. Marx, *La guerre civile en France, 1871*.

2. Idem.

3. Dans d'autres textes de la Gauche communiste italienne, il y a une critique de cette notion d'État prolétarien.

De la Commune de Paris à la Commune Russe (Bilan # 17, mars - avril 1935)

C'est avec le sang de milliers de prolétaires que le prolétariat européen a payé sa première tentative insurrectionnelle, c'est avec son sang qu'il paya dans l'après-guerre ses émeutes révolutionnaires d'Allemagne, de Hongrie, d'Italie, et c'est avec ses défaites sanglantes qu'il expie aujourd'hui le défi qu'il lança au capitalisme en fondant l'État prolétarien en Octobre 1917.

Les fusillades du Père-Lachaise sont dépassées actuellement par la réaction que le capitalisme à déchaîné pour extirper la menace révolutionnaire qui fit trembler le monde il y a quelques années ; et tout laisse prévoir que le douloureux calvaire du prolétariat passera par un massacre d'ouvriers russes qui fera pâlir les hécatombes des bourreaux versaillais.

A chaque période de l'histoire où la masse des prolétaires se dressa sur ses pieds de titan pour abattre les privilèges des classes dominantes, le prix de son hardiesse, la rançon de sa mission, fut la décimation de générations entières d'ouvriers sur laquelle se rétablit la vie du capitalisme en même temps que s'élabora une vision plus claire, plus nette, des difficultés à vaincre par les travailleurs pour créer la société nouvelle. Si les massacres de juin 1848 en France indiquèrent la faiblesse du prolétariat à s'affirmer en tant qu'adversaire essentiel du capitalisme, ils proclamèrent aussi l'apparition de conflits sociaux qui devaient animer toute la vie de la société bourgeoise. La Commune de Paris allait, quant à elle, montrer l'aboutissant de ces conflits et affirmer que la tâche du prolétariat résidait dans la destruction de l'État existant, alors que les fusillades du Père-Lachaise expliquaient que l'immatunité des ouvriers à s'ériger en classe dominante trouvait sa répercussion dans l'offensive brutale de toutes les forces du capitalisme, mobilisant tout le poids des traditions établies, une soldatesque déchaînée, pour faire disparaître la génération ayant accéléré l'enfantement de la révolution.

C'est pourquoi, aussi bien que chaque période d'ascension du prolétariat montra à l'humanité entière l'image avancée de son évolution, elle montra également les mêmes faces de Galliffet réprimant par le plomb, le sabre et la corruption l'assaut révolutionnaire des exploités. La Commune de Paris eut ses Thiers, l'après-guerre eut ses Noske, aura demain ses bourreaux centristes qui déjà actuellement - avec les exécutions récentes de communistes - donnent un avant-goût de ce qu'ils réserveront au nom de « l'ordre capitaliste » aux ouvriers russes.

La Commune de Paris s'est fondée sur les massacres de juin : elle fut la critique historique de la révolution bourgeoise de 48 et du rôle que les situations attribuèrent au prolétariat. En proclamant la Commune, les ouvriers parisiens démontrèrent aux possédants de tous les pays le but du prolétariat et donnèrent conscience aux travailleurs du monde entier de la mission qui leur revenait. En commémorant les insurgés de 1871 nous n'affirmons donc pas une simple reconnaissance de ceux qui, par leur lutte héroïque montrèrent la direction vers laquelle se dirige le prolétariat, mais nous considérons ce moment comme une source d'enseignements qui permit aux bolcheviks de réaliser la révolution russe tout aussi bien que les enseignements de celle-ci nous permettront d'effectuer les révolutions de demain.

Marx met en évidence dans la Commune deux éléments fondamentaux : la destruction de l'État capitaliste, la

nécessité de la dictature du prolétariat organisée dans l'État (Engels dira à la bourgeoisie que la Commune est l'image de cette dictature qu'ils haïssent) et la nécessité de l'union entre les Communards et le prolétariat de tous les pays. Plus qu'une simple réaction contre l'envahisseur prussien et la lâcheté de la bourgeoisie française, au-delà d'une forme de défense de « la patrie en danger », comparable aux levées enthousiastes de 1793, la Commune fut l'image de l'insurrection sous ses formes premières, qui détermina le bloc de Thiers et de Bismarck contre la menace prolétarienne. Et lorsque, avant mars 1871, Marx écrit que l'insurrection serait une folie avec les Prussiens aux portes de Paris, il exprimait encore une notion calquée sur les événements de 1789 que la proclamation de la Commune, son déroulement dans une période historique tout autre devait infirmer et que lui-même dépassa avec son célèbre Manifeste (1). Par les positions avancées de la lutte des classes qu'elle mit à nu, la Commune nia toute défense de la patrie, tout bloc avec la bourgeoisie, pour concentrer la lutte prolétarienne autour des organes de domination révolutionnaire impliquant la destruction de la bourgeoisie en tant que classe.

Quand, actuellement, les socialistes voient dans la Commune une forme avancée de la réaction prolétarienne à l'envahissement de la patrie, les centristes la défense de « la patrie soviétique », autour de laquelle se concentreront les « patriotes » ils falsifient la signification de la Commune (qui n'apparût peut-être pas dans toute sa signification aux communards eux-mêmes) et qui réside dans l'expression d'un antagonisme de classes qui trouve son sens dans la liaison qu'elle aurait dû réaliser entre les ouvriers de tous les pays contre la solidarité des États capitalistes envers la révolution prolétarienne.

C'est précisément la solidarité de Bismarck et de Thiers qui empêcha la Commune de s'étendre à toute la France, qui fit des mouvements de Lyon et d'ailleurs des éclairs fugaces écrasés immédiatement, comme plus tard c'est de nouveau cette même solidarité qui isola la révolution russe et la voua, à cause de l'immatunité du prolétariat mondial, à l'emprise du centrisme.

Isolée de Paris, la Commune ne pouvait vaincre, car l'érection d'un pouvoir prolétarien ne peut se faire que sur la base de la destruction profonde du mécanisme de classes où se reflètent d'ailleurs les répercussions des luttes des ouvriers des autres pays. La Commune fut isolée en France, comme dans toute l'Europe et c'est pourquoi elle ne pouvait vaincre et dut se borner à exprimer les positions extrêmes vers lesquelles devait aboutir la révolte des exploités, ébranlant tout l'édifice bourgeois en liaison avec la lutte des ouvriers du monde entier.

La Commune pouvait ne pas trouver - une fois son échec assuré - une autre conclusion que les massacres du Père-Lachaise, puisqu'elle avait surgi en opposition aux tentatives de corruption républicaines dressées par l'Empire s'effondrant. Il fallait détruire l'organisation en classe du prolétariat par la violence, assassiner les communards, leurs chefs, pour permettre la reconstruction de la société capitaliste sur une crainte mortelle des ouvriers. D'une façon analogue devait agir la bourgeoisie allemande envers

¹. Il s'agit de l'ouvrage *La guerre civile en France*, Adresse du Conseil Général de l'AIT, 1871.

les spartakistes, après avoir brouillé la révolte ouvrière avec la république de Noske.

Mais si la Commune de Paris fut écrasée, elle put revivre longtemps après, dans l'insurrection des bolcheviks s'inspirant de ses événements historiques, qui balaya tout l'édifice bourgeois en Russie, qui réalisa la dictature prolétarienne au travers du cerveau de la classe : son parti. Mais elle ne pouvait trouver ni dans la Commune de Paris, ni ailleurs, des enseignements quant à la gestion de l'État prolétarien, quant à l'établissement d'un lien indissoluble entre elle et la lutte du prolétariat mondial. C'est en parvenant à isoler la Russie des ouvriers du monde entier que la bourgeoisie a porté le coup mortel à la Commune d'Octobre ; et son œuvre d'incorporation de cette dernière aura eu un effet de beaucoup supérieur aux mares de sang versées par les Versaillais en 1871. Le rôle de la Russie aura plus fait pour tuer l'idée de la révolution prolétarienne, de l'État prolétarien qu'une répression féroce du capitalisme. Et l'accomplissement de ce rôle en aboutissant à la chute de l'État prolétarien (au cours de la guerre) verra certainement se compléter l'œuvre de corruption qui a déjà permis le massacre des ouvriers allemands, chinois et qui

vérifiera le déchaînement de la terreur bourgeoise en Russie où le centrisme sera peut-être l'instrument et la victime du rétablissement de l'ordre. C'est par la critique de la Commune de Paris que les marxistes purent préparer les fondements idéologiques de la fondation de l'État prolétarien, c'est par la critique de la révolution russe que nous parviendrons à jeter les bases de l'État prolétarien de demain, bastion de la révolution mondiale, contenant l'expression évoluée de la Commune de Paris et de la Commune Russe, vivant avec une perspective de Commune internationale ou périssant dans une lutte ouverte pour atteindre cette dernière.

Une autre commémoration de la Commune de Paris que celle qui cherche sa filiation avec les événements actuels, qui essaye d'en faire un jalon du passé qui a permis les événements du présent, mais qui se constitue jusqu'à la victoire totale du prolétariat, se réduit à des mots dignes de l'opportunisme et qui n'a rien avoir avec la lutte révolutionnaire, dont la Commune de Paris, permet aux fractions de gauche de se proclamer les seuls représentants dans la phase présente.

Bilan

« Les travailleurs n'espéraient pas des miracles de la Commune. Ils n'ont pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple. Ils savent bien que, pour réaliser leur propre émancipation, et en même temps la forme plus noble vers laquelle la société actuelle se dirige par ses propres forces économiques, ils auront à traverser de longues luttes et toute une série de progrès historiques, qui transformeront les circonstances et les hommes. Ils n'ont pas à réaliser un idéal, mais à dégager les éléments de la nouvelle société que la vieille société bourgeoise elle-même porte en ses flancs. Dans la conscience pleine et entière de leur mission historique, et avec la résolution héroïque de l'accomplir, les travailleurs peuvent se rire des grossières invectives des gens de plume aux gages des gens du monde, et de la protection pédantesque de bienveillants bourgeois doctrinaires, débitant leurs banalités d'ignorants et leurs billevesées de sectaire sur un ton dogmatique, comme s'ils étaient les oracles infaillibles de la science. Lorsque la Commune de Paris prenait en ses propres mains la direction de la révolution ; lorsque de simples ouvriers osaient, pour la première fois, empiéter sur le privilège gouvernemental de leurs « supérieurs naturels » ; lorsque, dans les circonstances les plus difficiles, ils accomplissaient leur œuvre modestement, consciencieusement et efficacement - et pour des salaires dont le plus élevé égalait à peine le cinquième de la somme qu'une grande autorité scientifique a fixée comme le minimum qu'on pût offrir au secrétaire d'un certain conseil de direction des écoles, à Londres - le vieux monde se tordait de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la République du travail, flottant sur l'Hôtel de Ville. »

MARX, *La guerre civile en France (La Commune de Paris)*

Débattre à propos du 140^{ème} anniversaire de la Commune de Paris (1871-2011)

Les leçons politiques fondamentales à partir des écrits de Marx et d'Engels

« Je remarque (...) que la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire entre d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la briser ».

C'est dès le 12 avril 1871 que Marx formula cette leçon essentielle dans une lettre à Kugelmann. Par là, il dépassa son ancienne position sur la conquête du pouvoir politique qu'il avait énoncée dans le **Manifeste du Parti Communiste**. Grâce à la lutte héroïque des communards, l'auteur du **Capital** put développer ensuite sa théorie sur la destruction de l'État, dans l'analyse intitulée **La guerre civile en France. Adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs** (30 mai 1871) :

« L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la constitution communale ; elle devait devenir une réalité par la destruction du pouvoir d'État qui prétendait être l'incarnation de cette unité, mais voulait être indépendant de la nation même, et supérieur à elle, alors qu'il n'en était qu'une excroissance parasitaire. Tandis qu'il importait d'amputer les organes purement répressifs de l'ancien pouvoir gouvernemental, ses fonctions légitimes devaient être arrachées à un autorité qui revendiquait une prééminence au-dessus de la société elle-même, et rendues aux serviteurs responsables de la société (...) C'est en général le sort des formations historiques entièrement nouvelles d'être prises à tort pour la réplique de formes plus anciennes, et même éteintes, de la vie sociale, avec lesquelles elles peuvent offrir une certaine ressemblance. Ainsi, dans cette nouvelle Commune, qui brise le pouvoir d'État moderne, on a voulu voir un rappel à la vie des communes médiévales, qui

d'abord précédèrent ce pouvoir d'État, et ensuite en devinrent le fondement (...) La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a été soumise, et la multiplicité des intérêts qu'elle a exprimés montrent que c'était une forme politique tout à fait susceptible d'expansion, tandis que toute les formes antérieures de gouvernement avaient été essentiellement répressives. Son véritable secret, le voici : c'était essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière, le résultat de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des appropriateurs, la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail ».

Quant à Engels, il rapportera vingt ans plus tard l'analyse de son frère d'armes, c'est-à-dire la conception « marxiste » sur le début de la période de transition :

« (...) en réalité, l'État n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie ; dans le meilleur des cas, c'est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'État. Le philistin allemand a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat » Londres, **Pour le 20e anniversaire de la Commune de Paris, 18 mars 1891**. Introduction à l'édition de 1891 de la guerre civile en France.

Ensuite, Engels écrivit au Comité national du Parti ouvrier français en l'honneur du 23e anniversaire de la Commune de Paris :

« Je lève mon verre avec vous pour la venue prochaine d'un 18 mars international, qui assure le triomphe du prolétariat et, en conséquence, abolisse les antagonismes de classes et fasse que la paix et le bonheur deviennent une réalité dans les pays civilisés ».

Tous ces documents marxistes peuvent être lus dans un excellent ouvrage paru en octobre 2008 : **Inventer l'inconnu. Textes et correspondance autour de la Commune**, La fabrique éditions (www.Lafabrique.fr).

La question militaire : le prolétariat en armes et l'impuissance de la Commune sur la façon de mener la guerre de classe

L'insurrection du 18 mars à Montmartre 1871 fut quasi-spontanée pour empêcher l'armée versaillaise d'enlever les canons de la Garde nationale qui se trouvaient sur la butte. Les généraux Lecomte et Thomas furent fusillés et des barricades, symboles de l'opposition ouverte entre les deux classes ennemies, se hérissèrent partout. D'emblée, avant les élections dans les vingt arrondissements de Paris, la classe ouvrière posa la question militaire et donc celle de l'affrontement violent avec les forces bourgeoises et réactionnaires qui s'étaient réfugiées à Versailles autour d'Adolphe Thiers, futur « nabot sanglant » de la semaine sanglante à la fin du mois de mai 1871. Pour les prolétaires

qui avaient de la mémoire depuis les années 1830, il fallait récupérer Auguste Blanqui, « l'Enfermé », partisan de « la prise d'armes » et de son organisation. Des tractations eurent lieu avec Thiers et son entourage pour tenter de l'échanger contre les otages dont s'empara la Commune. Mais Versailles demeura inflexible et ne voulut à aucun prix relâcher Blanqui, craignant qu'il eût une influence décisive sur la manière de mener les combats et de consolider la dictature du prolétariat.

C'est Gustave Flourens et des militants blanquistes (Eudes, Duval, Bergeret) qui poussèrent très vite les insurgés les plus conscients, et donc les plus organisés et décidés, à occuper le Mont Valérien et à « marcher sur Versailles » sans attendre, pour anéantir l'armée de l'État bourgeois avant qu'elle puisse revenir pour tuer les exploités et leur dictature. Ainsi, en riposte à des initiatives versaillaises (attaque de Courbevoie, tentative de contrôler le pont de Neuilly, pilonnage de Paris...), trois colonnes de Fédérés se dirigent résolument vers Versailles, le 3 avril 1871, à 3 heures du matin. Mais, cette sortie est réprimée à l'aide d'obus qui s'abattent du Mont Valérien sur la colonne de Bergeret et il s'ensuit une déroute tandis qu'il y a des dizaines de morts et de blessés, des prisonniers exécutés sur place comme Duval et Flourens ou torturés et enfermés sur les pontons. Un ouvrage publié le 18 mars 2011 par « Des Communeux » tente de tirer les leçons sur la question militaire :

« La sortie du 3 avril peut être considérée comme la dernière tentative du prolétariat de sortir du carcan parisien et de développer la révolution. Après les jours qui suivirent le 18 mars où la possibilité de poursuivre les Versaillais n'a pas été saisie, l'échec de la sortie du 3 avril sonne le glas de la capacité prolétarienne à renverser le rapport de force entre les classes, à étendre la révolution, à se distancier du gouvernement de la Commune et à développer son autonomie de classe. Dès ce moment, la guerre va se transformer. De guerre de classe contre classe, elle va se muer en guerre bourgeoise contre le prolétariat ! » (cf. **La Commune de Paris 1870-1871** (p.69) :

http://mondialisme.org/IMG/article_PDF/article_a1682.pdf
dont l'adresse courriel est : descommunards@yahoo.fr).

Le gouvernement de la Commune, à l'Hôtel-de-Ville, va se perdre ensuite dans la recherche convulsive d'un « délégué à la guerre », capable de « sauver » la situation, en construisant une « armée » de bric et de broc. Pour cela, il constituera un « comité de Salut public », puis remettra son destin entre les mains d'un général Cluseret (qui avait commencé à faire carrière dans l'armée nordiste aux États-Unis), puis d'un colonel Rossel (qui fut tenté par l'aventure de prendre la tête d'un état-major militaire). Son complot fut déjoué, et lui arrêté. Il prit la fuite et réfugia dans un hôtel du boulevard Saint-Germain, sans prendre aucune part aux combats de la semaine sanglante. Enfin, il se laissa prendre par les troupes versaillaises et fut fusillé à Satory. Il ne restait plus alors à Delescluze, ultime délégué à la guerre, que de se faire tuer en défendant une barricade et au prolétariat de se faire massacrer en masse (entre 15.000 et 30.000 morts selon les historiens).

L'extension de la révolution russe et de la révolution allemande

Au début du 20e siècle, d'autres tentatives révolutionnaires se heurtèrent aux mêmes problèmes : l'établissement de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale à travers les Conseils Ouvriers (soviets) et l'organisation de la lutte armée pour étendre le processus en se défendant contre les attaques de la bourgeoisie. Il y eut Octobre 1917 avec le mot d'ordre du Parti bolchévik : « Tout le pouvoir aux Conseils Ouvriers ! ». Mais celui-ci buta sur le problème de la paix séparée face à la nécessité d'un internationalisme intransigeant au cours e laquelle la fraction des communistes de gauche s'opposa à la majorité menée par Lénine et Trotski. Ils publièrent d'abord un journal intitulé *Kommunist* à partir du 5 mars 1918 (deux jours après la signature du traité de Brest-Litovsk) où Nicolaï Boukharine développa son point de vue sur la « guerre révolutionnaire ». Ce fut ensuite 4 numéros sous le même titre où la rédaction s'en prit énergiquement aux mesures économiques de Lénine en faveur de l'application du système Taylor et de la dictature personnelle dans les entreprises. A cet égard, saluons vivement un document historique inédit : la publication par les éditions Somlny (décembre 2011) de ces 4 numéros traduits directement du russe au français : « *Boukharine-Ossinski-Radek-Smirnov : Moscou – 1918 : La revue Kommunist – Les communistes de gauche contre le capitalisme d'État* » (Toulouse, 2011, 406p. www.collectif-smolny.org).

En novembre 1918 éclata enfin la révolution allemande qui desserra un moment l'étreinte de l'impérialisme sur la révolution russe. Surgirent aussi des Conseils Ouvriers au cours desquels les courageux militants spartakistes, emprisonnés durant une grande partie de la guerre, sortirent dans les rues et fondèrent le Parti Communiste Allemand (KPD), fin décembre 1918/début janvier 1918). Mais, le mouvement prolétarien fut réprimé par le gouvernement social-démocrate Ebert-Scheideman et son « chien sanglant », Noske, qui mit en ordre les corps-francs en-dehors de Berlin (comme l'avait fait Thiers à Versailles pour marcher sur le Paris de la Commune). Dès le 15 janvier 1919, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht furent assassinés par la soldatesque. Après un long voyage, Albert (Hugo Eberlein), membre de la centrale spartakiste et délégué au 1er Congrès de la IIIe Internationale, dite Internationale communiste, arriva à Moscou, début mars, pour apprendre malheureusement leurs morts.

A Berlin, après avoir enquêté sur les assassins de « *Karl et Rosa* (qui) *ont fait leur devoir* » (texte du télégramme qu'il envoya à Lénine), l'indomptable Léo Jogiches, forgé par des années de lutte clandestine en Pologne et pendant la 1ère guerre mondiale en Allemagne (c'est lui qui fit imprimer Les Lettres de Spartacus), n'en déposa pas pour autant les armes ! Devenu le dirigeant du Parti Communiste (KPD), il tenta de lancer à nouveau les ouvriers à l'assaut du pouvoir politique de la bourgeoisie pour restaurer celui des Conseils. Face à la grève générale qui menace, dans Berlin et sa région, à partir du 1er mars 1919, le gouvernement remit de nouveau les pleins pouvoirs à Noske et les corps-francs encasernés furent mis en alerte. Le 3 mars, *Le Drapeau Rouge (Die Rote Fahne)* publia, en première page, le programme en cinq points que venait

d'adopter un comité de grève élu par les « Conseils Ouvriers » :

1. reconnaissance de cette organisation,
2. libération des prisonniers politiques,
3. rétablissement des relations diplomatiques avec la Russie bolchévique,
4. constitution d'une garde ouvrière
5. et enfin dissolution des corps-francs.

On reconnaît dans ce programme et dans l'appel à la grève générale qui suit, le caractère inflexible de Léo Jogiches :

« Ouvriers, prolétaires ! L'heure sonne à nouveau. Contre la sauvage répression, les morts se relèvent. Les complices d'Ebert et de Scheidemann croient vous avoir abattus. Le gouvernement prétendument socialiste est devenu le massacreur du prolétariat allemand. Il n'attend que l'occasion d'établir « la paix et l'ordre ». Partout où le prolétariat domine, Noske envoie sa meute (...) Pour la grève générale ! Pour la nouvelle lutte de la Révolution ! Pour le nouveau combat contre les oppresseurs ! Travailleurs ! Camarades du Parti ! Cessez tout travail. Rassemblez-vous dans les usines. Défendez-les. Expliquez la situation aux hésitants. Ne vous laissez pas entraîner à des fusillades sans raisons. Noske n'attend qu'un prétexte pour répandre encore votre sang. Restez unis dans les usines, prêts à répondre instantanément à l'action. Travailleurs ! Prolétaires ! Le sort du monde est entre vos mains ! Au combat ! A la grève générale ».

Une lutte acharnée eût lieu pendant plusieurs jours. Ainsi, dans l'après-midi du 4 mars, une énorme manifestation se forma sur l'*Alexanderplatz* : les ouvriers et les matelots se rassemblèrent devant le siège de la Police. Ils dressèrent des barricades et utilisèrent des mitrailleuses. Le lendemain, appuyés par une batterie d'artillerie, des mortiers et des lance-flammes, les corps-francs attaquèrent le quartier de tous côtés. Ce fut une guerre de classe sans merci (près de 600 morts !). Le 10 mars, Noske fit afficher sur les murs une proclamation de loi martiale :

« La cruauté et la bestialité des Spartakistes me forcent à donner l'ordre suivant : Toute personne trouvée combattant les armes à la main contre les troupes gouvernementales sera fusillée sur place ».

Le quadrillage policier était tel que, malgré les multiples pseudonymes qu'il utilisait pour brouiller ses pistes, Le même jour, Léo Jogiches fut arrêté, puis identifié dans sa cellule, à la prison de Moabit. Il paya du sacrifice de sa vie l'audace prolétarienne qui l'animait depuis toujours. En effet, ses bourreaux le précipitèrent dans une salle pleine d'officiers où il fut roué de coups, pendant plusieurs heures. Mais ils ne réussirent pas à lui extorquer des aveux sur d'éventuels nouveaux plans pour la lutte communiste. Enfin, le brigadier Tamschik l'acheva d'une balle dans la tête. Mathilde Jacob, ex-secrétaire de Rosa Luxemburg, vint à Moabit pour reconnaître le corps de Léo. On l'empêcha de rentrer car son visage était horriblement défiguré. Le 13 mars, la deuxième commune spartakiste de Berlin était définitivement écrasée. Bilan des victimes : 1200 morts et plus de 10 000 blessés parmi les émeutiers ! Ensuite, la répression sera également très sanglante contre les Conseils Ouvriers de Bavière (printemps 1919), etc, etc...

Indications bibliographiques sur la Commune de Paris :

Robert Tombs, *La guerre contre Paris 1871*, éd. Aubier, 1997, 380p.

Jean-Louis Ménard, Émile *Eudes. Général de la Commune et blanquiste (1843-1888)*, éd. Dittmar, 2005, 293p.

Élie Reclus, *La Commune de Paris au jour le jour, 18 mars-28 mai 1871, Ressouvenances*, 2008, 391p. et bien sûr, également publiés : *le Journal officiel* et *Les 31 Séances officielles de la Commune* (quant aux *Procès-verbaux*, le tirage est épuisé).

Michel Cordillot, *Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné*, Les Éditions Ouvrières, 1991, 263p.

Jean Allemane, *Mémoires d'un communard*, éd. La Découverte, 2001, 574p.

C. Talès, *La Commune de 1871*, éd. Spartacus, 1971, 190p.

Jules Andrieu, *Notes pour servir à l'histoire de la Commune de 1871*, éd. Spartacus, 1984, 268p.

Paul Lidsky, *Les écrivains contre la Commune*, éd. Maspéro, 1982, 175p.

On conseille évidemment toutes les histoires « classiques » de la Commune comme celle de **Prosper Lissagaray**. A chacun et à tous d'en tirer les leçons qui paraissent essentielles.

Guy Sabatier (décembre 2011)

Vient de paraître

Bordiga au-delà du mythe – Onorato Damen

Il est heureux que ce livre se trouve enfin, trente neuf ans après sa première édition italienne, en 1971, entre les mains des lecteurs français.

Il éclaire les désaccords de 1952 existant entre deux des principaux protagonistes – Bordiga et Damen – au sein de la Gauche Communiste italienne. Mais encore, il va permettre aux lecteurs de faire la distinction entre la pensée de Bordiga d'une part et d'autre part celle de la Gauche communiste italienne comme un tout.

Damen est très peu connu en France, voire inconnu. Et pourtant, c'est un des « géants » du mouvement ouvrier du XX^e siècle, au même niveau que Bordiga, Pannekoek, Korch, etc... Comme Bordiga, il est l'un des fondateurs du PC d'Italie en 1921 à Livourne. Il a été un des plus fervents partisans et même un initiateur du Comité d'Entente dont la Gauche italienne s'était dotée pour s'opposer à la bolchévisation du parti communiste d'Italie. Il est enfin à l'origine de la création du Parti Communiste Internationaliste en 1943. Les français auraient pourtant des raisons valables de le connaître. Il a été directeur de *l'Humanité* hebdomadaire en langue italienne en 1924 et membre du bureau politique du PC Français plus particulièrement en charge de l'organisation des camarades italiens émigrés en France.

Ce document permet de constater ainsi qu'il n'y a pas identité absolue entre Bordiga et la gauche italienne, contrairement à l'amalgame qui a pu être souvent fait d'abord au sein de l'Internationale Communiste en voie de bolchévisation, puis au sein de l'Opposition internationale de gauche avant 1930 ou ensuite quand l'opposition est devenue totalement trotskiste et enfin jusqu'à ces dernières années parmi de nombreux révolutionnaires.

On peut commander le livre à notre adresse postale ou par mail :

10 euros plus 4 euros de frais de port.

Réunions publiques de présentation

**Paris : vendredi 3 février à 18 h 00
au Centre international culture populaire (CICP) 21ter, rue Voltaire, 75011.**

Bruxelles : samedi 4 février - 15 H 00

Le Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste :

www.leftcom.org

Autres adresses des organisations de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste

Partito Comunista Internazionale (Italie) :

Battaglia Comunista
CP 1753
20100 Milano
info@leftcom.org

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne) :

CWO
P.O. Box 338
S3 9YX Sheffield
uk@leftcom.org

Gruppe Internationaler SozialistInnen (Allemagne)

GIS c/o Rotes Antiquariat,
Rungestr. 20,
10179 Berlin
de@leftcom.org

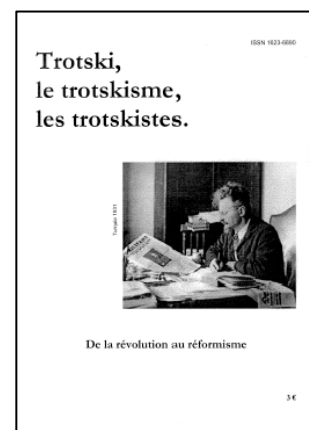
Groupe Internationaliste Ouvrier (USA/Canada) :

Au Canada écrire à :
RS
CP 173 Succ. "C"
Montreal QC
H2L 4K1

	Aux USA :
	Internationalists Notes
	P.O. Box 14173
	Madison, Wisconsin
	WI 53708-0173
us@leftcom.org	

Quelques textes disponibles en français

- Plate-forme du BIPR.
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000).
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI^e Congrès du Partito Comunista Internazionale).
- Le bordiguisme et la Gauche italienne.
- Approche à la question du parti.
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes.





Il n'y a pas d'opposition sociale si elle n'est pas contre le Capital !

Quelques réflexions de Vladimir Ilitch Lénine dans L'ÉTAT ET LA RÉVOLUTION. (1917)

Ainsi donc, en société capitaliste, nous n'avons qu'une démocratie tronquée, misérable, falsifiée, une démocratie uniquement pour les riches, pour la minorité. La dictature du prolétariat, période de transition au communisme, établira pour la première fois une démocratie pour le peuple, pour la majorité, parallèlement à la répression nécessaire d'une minorité d'exploiteurs. Seul le communisme est capable de réaliser une démocratie réellement complète ; et plus elle sera complète, plus vite elle deviendra superflue et s'éteindra d'elle-même. En d'autres termes : nous avons, en régime capitaliste, l'État au sens propre du mot, une machine spéciale d'oppression d'une classe par une autre, de la majorité par la minorité. On conçoit que pour être menée à bien, la répression systématique exercée contre une majorité d'exploités par une minorité d'exploiteurs exige une cruauté, une férocité extrêmes dans la répression, des mers de sang à travers lesquelles l'humanité poursuit sa route sous le régime de l'esclavage, du servage et du salariat.

Ensuite, dans la période de transition du capitalisme au communisme, la répression est encore nécessaire, mais elle est déjà exercée sur une minorité d'exploiteurs par une majorité d'exploités. L'appareil spécial, la machine spéciale de répression, l'«État», est encore nécessaire, mais c'est déjà un État transitoire, ce n'est plus l'État proprement dit, car la répression exercée sur une minorité d'exploiteurs par la majorité des esclaves salariés d'hier est chose relativement si facile, si simple et si naturelle

qu'elle coûtera beaucoup moins de sang que la répression des révoltes d'esclaves, de serfs et d'ouvriers salariés, qu'elle coûtera beaucoup moins cher à l'humanité. Elle est compatible avec l'extension de la démocratie à une si grande majorité de la population que la nécessité d'une machine spéciale de répression commence à disparaître. Les exploiters ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine très compliquée, destinée à remplir cette tâche ; tandis que le peuple peut mater les exploiters même avec une «machine» très simple, presque sans «machine», sans appareil spécial, par la simple organisation des masses armées (comme, dirons-nous par anticipation, les Soviets des députés ouvriers et soldats). Enfin, seul le communisme rend l'État absolument superflu, car il n'y a alors personne à mater, «personne» dans le sens d'aucune classe ; il n'y a plus lutte systématique contre une partie déterminée de la population. Nous ne sommes pas des utopistes et nous ne nions pas du tout que des excès individuels soient possibles et inévitables ; nous ne nions pas davantage qu'il soit nécessaire de réprimer ces excès. Mais, tout d'abord, point n'est besoin pour cela d'une machine spéciale, d'un appareil spécial de répression ; le peuple armé se chargera lui-même de cette besogne aussi simplement, aussi facilement qu'une foule quelconque d'hommes civilisés même dans la société actuelle, sépare des gens qui se battent ou ne permet pas qu'on rudoie une femme.

Nos positions de base

- 1.** Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui guidera la lutte de classe vers l'établissement d'une société sans État, sans classe, sans argent, sans exploitation, frontières nationales ni armées professionnelles et dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous (Marx) : Communisme.
- 2.** Une telle société nécessitera un État révolutionnaire pour sa réalisation. Cet État sera dirigé par les conseils ouvriers, constitués de délégués, révocables en permanence, de chaque section du prolétariat. Leur régime s'appelle la dictature du prolétariat parce qu'il ne peut exister sans le renversement violent et la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial.
- 3.** La première étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.
- 4.** La Révolution d'Octobre en Russie en 1917 reste une brillante inspiration pour nous. Elle montra que les ouvriers pouvaient renverser la classe capitaliste. Seuls l'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe détruisirent leur vision révolutionnaire de 1917. Ce qui fut mis en place en Russie dans les années '20 et après ne fut pas le communisme, mais un capitalisme d'État centralement planifié. Il n'y a encore jamais eu de société communiste où que ce soit dans le monde.
- 5.** Le Bureau International pour le Parti Révolutionnaire, dont nous soutenons la perspective, fut fondé par les héritiers de la Gauche Communiste Italienne qui lutta contre la dégénérescence politique de la Révolution Russe et du Komintern dans les années '20. Nous continuons l'œuvre que la Révolution Russe s'était fixée mais ne put accomplir – l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme.